

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 742 (94 — 1817)

**21 APRIL 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de voorwaarden waaronder de diploma's van vroedvrouw en van geïnduceerd(e) verpleger of verpleegster worden toegekend. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* van 12 juli 1994, bl. 18379 en volgende :

## A. In de Franse tekst :

1. In de verdelingstabel der lestijden theorie en der lestijden stage van artikel 19, leze men « 60 » in plaats van « 50 » in de kolom « 4e année-sciences biomédicales ».

2. Artikel 24 is samengesteld uit twee alinea's, waarvan de tweede luidt als volgt : « Néanmoins, ces dispositions resteront applicables, pour permettre l'achèvement des études entamées, jusqu'au terme de l'année académique 1999-2000, afin de permettre l'application de l'article 23, 1er alinéa du présent arrêté. »

3. Onmiddellijk na de tweede alinea van artikel 24 en vóór de woorden « Il est créé... » wordt het volgende artikel 25, § 1, ingevoegd :

« Art. 25. § 1er. L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse et d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie est remplacé par la disposition suivante : »

## B. In de Nederlandse tekst :

1. In de achtste aanhefverwijzing worden de laatste vijf woorden vervangen door de volgende negen : « geïnduceerde in de ergotherapie en geïnduceerde in de logopedie; ».

2. Artikel 1.1., wordt aangevuld met : « tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, geïnduceerd(e) verpleger of verpleegster, geïnduceerde in de kinesitherapie, geïnduceerde in de ergotherapie en geïnduceerde in de logopedie. »

3. In artikel 1.3. worden de volgende woorden ingevoegd tussen « 80/155/EEG », en « waarbij de student » : « betreffende de werkzaamheden van de verpleger verantwoordelijk voor de algemene verzorging en van de vroedvrouw ».

4. De in artikel 1.4. vermelde richtlijn 80/154/EEG is die « van de Raad van de Europese Gemeenschappen d.d. 21 januari 1980 tot wederzijdse erkenning van de bekwaamheidsbewijzen van vroedvrouw en tot vergemakkelijking van de werkelijke uitoefening van het vestigingsrecht er van de vrije verstreking van diensten. »

5. In artikel 5 worden de woorden « ten minste » ingevoegd tussen de woorden « tussentermijn van » en « één jaar ».

6. Artikel 10, § 1, wordt aangevuld met de woorden : « houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend en van de uitoefening van het beroep. ».

7. In artikel 13, § 2, wordt het woord « nochtans » ingevoegd tussen de woorden « moeten » en « applicatielessen » en worden de drie woorden « buiten de studiebegeleidingsnormen » ingevoegd tussen de woorden « prestaties » en « aangevuld worden ».

8. In de tabel van artikel 19 leze men « verloskundige wetenschap » als tweede vakkengroep en « 60 » lestijden theorie biomedische wetenschap in de kolom 4e jaar in plaats van « 50 ».

9. Tussen het opschrift « Afdeling 4. — Gespecialiseerd(e) geïnduceerde verpleger of verpleegster » en de tabel « Theorie » wordt het volgende artikel 20, § 1, ingevoegd : « Art. 20, § 1. Het programma van de studies ter verkrijging van het diploma van gespecialiseerd(e) geïnduceerde verpleger of verpleegster omvat ten minste 480 lestijden theorie ingedeeld als volgt : ».

10. In artikel 23, tweede regel, vervangen de drie woorden « een der studiejaar » de twee woorden « een studiejaar ».

11. Art. 24. De opsomming van de bij dit artikel opgeheven artikelen van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 zoals gewijzigd luidt als volgt : « 2 tot 7, 14 tot 18, 23, 24, 26, 27 en 28 ».

12. In artikel 25, § 5, worden de woorden « van de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen het woord « Regering » en de datum 6 september 1993 ».

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 743

[C — WIN — I — 27148]

**8 DECEMBRE 1994 — Arrêté du Gouvernement wallon portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par le décret du 23 juin 1994, notamment les articles 2, 32, 34, 35 et 39;

Considérant que les conditions sectorielles de fonctionnement relatives aux unités d'épuration individuelle ont été retenues sur base d'analyses scientifiques en raison de leur performance en ce qui concerne la protection de l'environnement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 4 mai 1994;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 14 juin 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° "Décret" : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- 2° "Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;
- 3° "Administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- 4° "Organisme d'épuration compétent" : l'association de communes agréée conformément à l'article 17 du décret dans le ressort de laquelle est située l'agglomération concernée;
- 5° "Plan communal général d'égouttage" : le plan communal général d'égouttage approuvé par le Ministre en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage;
- 6° "Agglomération" : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final;
- 7° "Zones faiblement habitées" : les zones faiblement habitées telles qu'inscrites au plan communal général d'égouttage en vertu de l'article 3, 9° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage;
- 8° "Eaux urbaines résiduaires" : toutes les eaux usées pouvant être déversées dans un égout ou un collecteur en application du décret;
- 9° "Eaux eutrophes" : eaux enrichies en éléments nutritifs, notamment de composés de l'azote et/ou du phosphore, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui entraîne une perturbation indésirable de l'équilibre des organismes présents dans l'eau et une dégradation de la qualité de l'eau en question;
- 10° "Equivalent-habitant" : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes par jour;
- 11° "Habitation" : tout immeuble bâti rejetant des eaux urbaines résiduaires;
- 12° "Drains dispersants" : ensemble de drains posés sous la surface du sol et qui permettent l'évacuation des eaux;
- 13° "Unité d'épuration individuelle et installation d'épuration individuelle" : équipement permettant l'épuration des eaux urbaines résiduaires rejetées par une ou plusieurs habitations voisines dans les conditions définies par le présent arrêté;
- 14° "égout" : les égouts tels que définis à l'article 2, 4° du décret;
- 15° "collecteur" : les collecteurs tels que définis à l'article 2, 5° du décret.

**Art. 2.** Le Ministre désigne et délimite comme zones sensibles les masses d'eau appartenant aux catégories suivantes :

- 1° les lacs naturels ou les masses d'eau douce dont il est établi qu'ils sont eutrophes ou pourraient devenir eutrophes à brève échéance si des mesures de protection ne sont pas prises;
- 2° les zones d'eaux potabilisables tels que les tronçons de cours d'eau ou étendues d'eau de surface où se trouvent les lieux d'extraction d'eau potabilisables, qui contiennent ou pourraient contenir une concentration en nitrates supérieure à 50 milligrammes par litre si des mesures ne sont pas prises.

**Art. 3.** Le Ministre désigne, sur proposition de l'Administration et sur avis de l'organisme d'épuration compétent, les agglomérations dont le nombre d'équivalent-habitant est supérieur ou égal à 2000 et en délimite le périmètre en se fondant sur les plans communaux généraux d'égouttage.

Il précise pour chaque agglomération si le nombre d'équivalent-habitant dépasse les seuils de 10 000 et 15 000.

La désignation des agglomérations intervient avant le 31 décembre 1996.

**Art. 4. § 1er.** Toute agglomération doit être équipée d'égouts et de collecteurs :

- 1° au plus tard pour le 31 décembre 1998, lorsque le nombre d'équivalent-habitant est supérieur à 10 000 et que les eaux urbaines résiduaires sont rejetées dans un bassin d'une zone sensible telle que définie à l'article 2;
- 2° au plus tard pour le 31 décembre 2000, lorsque le nombre d'équivalent-habitant est supérieur à 15 000;
- 3° au plus tard pour le 31 décembre 2005, lorsque le nombre d'équivalent-habitant se situe entre 2 000 et 15 000.

§ 2. Dans le respect des échéances prévues au paragraphe 1er, les communes sont tenues d'équiper d'égouts les agglomérations situées sur leur territoire.

Les égouts sont construits et posés de manière à limiter les fuites et à permettre un contrôle et un entretien aisés.

Les travaux d'égouttage sont conçus et dimensionnés pour limiter la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges. Les mesures à prendre sont fondées sur les taux de dilution ou la capacité par rapport au débit par temps sec.

**Art. 5. § 1er.** En dehors d'une zone faiblement habitée les habitations situées le long d'une voirie qui est déjà équipée d'égouts, doivent être raccordées à ceux-ci dans les six ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ce délai est ramené à trois ans lorsque l'égout est raccordé à une station d'épuration publique en état de fonctionnement.

§ 2. En dehors d'une zone faiblement habitée les habitations situées le long d'une voirie qui vient à être équipée d'égouts après l'entrée en vigueur du présent arrêté, doivent être raccordées à ceux-ci pendant la durée des travaux d'égouttage.

**Art. 6.** Dès le raccordement de l'habitation à l'égout, l'évacuation des eaux urbaines résiduaires doit se faire exclusivement et directement par celui-ci.

L'évacuation des eaux doit se faire soit gravitairement, soit par un système de pompage.

Toutefois, les eaux pluviales peuvent être évacuées par des puits perdus, par des drains dispersants, par des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.

**Art. 7.** Par dérogation à l'article 5, lorsque le raccordement d'une habitation à l'égout engendre des coûts excessifs en raison de difficultés techniques rencontrées, le collège des bourgmestre et échevins de la commune où l'habitation est située peut autoriser, conformément à l'article 9, à la place du raccordement à l'égout, l'utilisation :

1° pour les habitations dont la charge polluante ne dépasse pas 20 équivalent-habitant, calculée selon les modalités de l'annexe I, d'une unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement définies à l'annexe II du présent arrêté.

2° pour les habitations dont la charge polluante dépasse 20 équivalent-habitant, d'une installation d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles d'émission définies à l'annexe III du présent arrêté.

**Art. 8. § 1er.** Toute habitation située dans une zone faiblement habitée, dont la charge polluante ne dépasse pas 20 équivalent-habitant, calculée selon les modalités de l'annexe I, doit être équipée d'une unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement définies à l'annexe II du présent arrêté.

Toute habitation située dans une zone faiblement habitée, dont la charge polluante dépasse 20 équivalent-habitant, doit être équipée d'une installation d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles d'émission définies à l'annexe III du présent arrêté.

La mise en place et le fonctionnement des unités d'épuration individuelle et des installations d'épuration individuelle sont soumises à autorisation conformément à l'article 9.

§ 2. La mise en place de ces systèmes d'épuration est immédiate, sauf pour les habitations existantes qui disposent d'un délai de six ou de quinze ans à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour en être équipée, selon qu'il s'agit d'une habitation dont la totalité des eaux urbaines résiduaires produites dépasse ou ne dépasse pas 20 équivalent-habitant.

**Art. 9. § 1er.** La personne à charge de laquelle l'obligation de raccordement de l'habitation à l'égout incombe, qui souhaite bénéficier de la dérogation prévue à l'article 7, est tenue d'introduire dans les soixante jours à compter de l'obligation de raccordement en vertu de l'article 5, en deux exemplaires auprès du collège des bourgmestre et échevins, le formulaire de demande de l'annexe IV dûment complété.

La personne à charge de laquelle l'obligation d'équiper l'habitation d'une unité d'épuration individuelle ou d'une installation d'épuration individuelle incombe, en vertu de l'article 8, est tenue d'introduire en deux exemplaires auprès du collège des bourgmestre et échevins le formulaire de demande de l'annexe IV dûment complété.

§ 2. Dans les vingt jours de la réception du dossier, le collège des bourgmestre et échevins, communique à l'Administration une copie du dossier :

1° pour les demandes de dérogation qui concernent les unités d'épuration individuelle et les installations d'épuration individuelle introduites en application de l'article 7;

2° pour les demandes qui concernent les installations d'épuration individuelle introduites en application de l'article 8. L'Administration dispose de quarante jours pour donner son avis, à défaut de quoi, l'avis est réputé favorable.

Dès réception de l'avis, ou au terme du délai endéans lequel l'Administration doit se prononcer, le collège des bourgmestre et échevins dispose de vingt jours pour statuer sur la demande. Sa décision, prise sur avis conforme de l'Administration est motivée.

En ce qui concerne les demandes introduites, en application de l'article 8, qui concernent les unités d'épuration individuelle, le collège des bourgmestres et échevins dispose de trente jours pour vérifier et statuer sur la demande à compter de la réception de celle-ci.

§ 3. En cas de refus d'une demande de dérogation introduite en application de l'article 7, le raccordement doit se faire dans les délais visés à l'article 5.

§ 4. Pour les habitations bénéficiant d'une autorisation octroyée en vertu du § 2, il est interdit dès le placement de l'unité d'épuration individuelle ou de l'installation d'épuration individuelle, d'évacuer les eaux urbaines résiduaires autrement que par celle-ci.

**Art. 10.** Toute personne autorisée en vertu de l'article 9 à utiliser une unité d'épuration individuelle ou une installation d'épuration individuelle est tenue d'en assurer le bon fonctionnement, de veiller à ce que son système ne génère pas de nuisances pour le voisinage et ne cause pas de pollution des eaux de surface et des eaux souterraines.

La personne autorisée à utiliser une unité d'épuration individuelle est tenue de faire contrôler son installation, lors du raccordement et avant son enfouissement, par un contrôleur agréé en vertu de l'article 11 et de transmettre à l'autorité communale, une attestation de contrôle conforme à l'annexe VI du présent arrêté avant la mise en service de l'installation.

La personne autorisée à utiliser une installation d'épuration individuelle est tenue de faire contrôler son installation, lors du raccordement et avant son enfouissement, par un agent de l'Administration. Celui-ci remplit une attestation de contrôle conforme à l'annexe VII du présent arrêté. Dans les cinq jours suivant le contrôle, l'Administration transmet une copie de l'attestation à l'autorité communale.

**Art. 11.** Toute personne physique ou morale peut introduire auprès du Ministre, par lettre recommandée, une demande d'agrément en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle.

La demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire défini à l'annexe V du présent arrêté. Le Ministre peut exiger la production de tout document ou renseignement complémentaire de nature à établir que le demandeur présente les moyens techniques suffisants.

Le Ministre statue, sur avis de l'Administration, dans les trois mois de la demande. L'agrément en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle, est accordé pour un délai maximum de cinq ans. La décision accordant l'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité de faire valoir ses moyens de défense, le Ministre peut procéder au retrait de l'agrément dans les conditions suivantes :

1° lorsque le contrôleur agréé a jugé conforme une unité d'épuration individuelle qui ne correspond pas aux normes fixées par l'annexe II;

2° lorsque le contrôleur ne dispose plus des compétences techniques nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

**Art. 12.** Dans les six mois qui suivent l'approbation par le Ministre de leur plan communal général d'égouttage et à tout le moins avant le 31 décembre 1996, les communes établissent et communiquent au Ministre, le rapport visé à l'article 34, § 1er du décret.

Le rapport contient, parmi les données comprises au plan communal général d'égouttage, les données suivantes :

1° un état de la situation en matière d'évacuation et de traitement des eaux usées des habitations situés sur leur territoire consistant à décrire :

- a) pour les zones égouttées
- le nombre d'habitations totales;
  - le nombre d'habitations raccordées à l'égout;
  - le nombre d'habitations dont les eaux usées sont traitées par une station d'épuration publique,
- b) pour les zones faiblement habitées
- le nombre d'habitations totales;
  - le nombre d'habitations équipées d'une unité d'épuration individuelle,

2° le programme des travaux d'égouttage pour les zones à égoutter et un état de la situation qui en résulte, décrit de la manière suivante :

- le nombre total d'habitations non raccordées à l'égout mais qui devront l'être;
- le nombre d'habitations qui seront raccordées à l'égout quand les travaux d'égouttage seront réalisés;
- le nombre d'habitations dont les eaux usées seront traitées par une station d'épuration publique quand les travaux d'égouttage seront réalisés.

**Art. 13.** Dans les quatre mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les communes modifient leurs règlements communaux relatifs à l'égouttage en vue de les conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 14.** En ce qui concerne les unités et les installations d'épuration individuelle autorisées conformément à l'article 9, les dispositions du Règlement général pour la protection du travail ne sont plus d'application.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe I

NOTION D'EQUIVALENT-HABITANT

La capacité utile des systèmes d'épuration d'eaux urbaines résiduaires est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitant de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par l'unité ou l'installation d'épuration.

Dans un but de simplification, on considère, tant pour les habitations unifamiliales que pour les groupes d'habitations, que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitant égal au nombre d'occupants.

Pour les autres habitations produisant exclusivement des eaux usées domestiques, le nombre d'équivalent-habitant est évalué, comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (E.H.)
Usine, atelier	1 ouvrier : 1/2 E.H.
Bureau	1 employé : 1/3 E.H.
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 E.H.
Ecole avec bains sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 E.H.
Hôtel, pension*	1 lit = 1 E.H.
Camping*	1 personne (prévue) = 1/2 E.H.
Caserne, camping de séjour*	1 personne (prévue) = 1 E.H.
Restaurant avec débit normal*	1 place = 1/3 E.H.
Restaurant dont chaque place est occupée	
10 fois / jour	1 place = 3 E.H.
11 à 14 fois / jour	1 place = 4 E.H.
15 à 18 fois / jour*	1 place = 5 E.H.
Théâtre, cinéma, salle de fêtes*	1 place = 1/30 E.H.
Plaine de sports*	1 place = 1/20 E.H.

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'E.H. calculé d'après le tableau doit être augmenté de 1/2 E.H. par membre du personnel attaché à l'établissement.

Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle (fixée forfaitairement à 15 %) du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II

CONDITIONS SECTORIELLES DE FONCTIONNEMENT DES UNITES D'EPURATION INDIVIDUELLE

1. Conditions générales d'exploitation

1° Tous les éléments décrits en 4. doivent être placés à l'extérieur de l'habitation;

2° Les eaux pluviales ne peuvent en aucun cas transiter par un des éléments composant l'unité d'épuration individuelle, seules les eaux urbaines résiduaires sont traitées par l'unité d'épuration individuelle;

3° Chacun des éléments composant une unité d'épuration individuelle doit être équipé d'un orifice de minimum 50 x 50 cm muni d'un couvercle amovible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif;

4° L'entretien de l'unité d'épuration individuelle doit être réalisé par un vidangeur agréé selon l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1992 relatif à la vidange des fosses septiques et des systèmes d'épuration analogues ainsi qu'à l'épandage de leurs gadoues (*Moniteur belge* du 2 mars 1993);

5° Une chambre de visite est à prévoir entre le dégraisseur et le filtre bactérien;

6° Un poste de contrôle doit être installé après le dernier élément composant l'unité d'épuration individuelle identifiée en 2., catégories A à F;

7° Un poste de relevage est à prévoir lorsque les conditions topographiques ne permettent pas une évacuation gravitaire;

8° Les eaux de lavage ou de ruissellement ayant été en contact avec des huiles ou carburants doivent transiter dans un séparateur pour liquides légers avant d'être traitées dans une unité d'épuration individuelle identifiée par une catégorie décrite en 2.

2. Identification des catégories d'épuration individuelle

*Catégorie A*

Les eaux de cuisine passent dans un dégraisseur avant d'être acheminées avec les autres eaux urbaines résiduaires vers une fosse septique. Les eaux usées effluentes de la fosse septique sont ensuite traitées dans un filtre bactérien percolateur aérobie.

*Catégorie B*

Les eaux de cuisine, non chargées en boues ou en déchets lourds passent dans un dégraisseur avant d'être acheminées avec les autres eaux urbaines résiduaires vers une fosse de décantation à 2 étages. Les eaux usées effluentes de la fosse de décantation à 2 étages sont ensuite traitées dans un filtre bactérien percolateur aérobie.

*Catégorie C*

Les eaux de cuisine passent dans un dégraisseur avant d'être acheminées avec les autres eaux urbaines résiduaires vers une micro station pour être traitées.

*Catégorie D*

Les eaux usées sont traitées selon une des catégories A à C. Les eaux usées épurées provenant du dernier élément composant l'unité d'épuration individuelle sont évacuées par un épandage souterrain.

*Catégorie E*

Les eaux usées sont traitées selon une des catégories A à C. Les eaux usées épurées provenant du dernier élément composant l'unité d'épuration individuelle sont évacuées par un filtre à sable.

*Catégorie F*

Les eaux usées sont traitées selon une des catégories A à C. Les eaux usées épurées, provenant du dernier élément composant l'unité d'épuration individuelle sont évacuées par un terre filtrant.

*Catégorie G*

Les eaux urbaines résiduaires produites sont accumulées dans une fosse étanche à vidanger.

### 3. Conditions d'utilisation des catégories d'unités d'épuration individuelle

3.1. Dans le cas où les eaux usées épurées sont déversées dans une eau de surface ou dans une voie artificielle d'écoulement, seule une des catégories A à C est utilisée.

3.2. Dans le cas où le rejet des eaux usées épurées s'effectue dans le sol, et lorsque celui-ci satisfait aux conditions suivantes :

- a) le niveau de la profondeur de la nappe aquifère est à plus de 1 m
- b) la pente du terrain est inférieure à 8 %
- c) la perméabilité du sol (K) est supérieure à 10 mm/h
- d) la profondeur du toit de la couche perméable est supérieure à 2 m
- e) la profondeur du toit de la couche imperméable est supérieure à 2 m.
- f) la charge hydraulique n'est pas supérieure à 7 l/m<sup>2</sup> par jour
- g) la texture du sol est limoneuse à sablonneuse seule la catégorie D peut être utilisée.

3.3. Dans le cas où le rejet des eaux usées épurées s'effectue dans le sol et lorsque celui-ci ne satisfait pas à l'une des conditions a), b), d) ou e) du point 3.2., seule la catégorie F peut être utilisée.

3.4. Dans le cas où le rejet des eaux usées épurées s'effectue dans le sol et lorsque celui-ci ne satisfait pas à l'une des conditions f) ou g) du point 3.2., seule la catégorie E peut être utilisée.

3.5. Dans le cas où le rejet des eaux usées épurées ne peut s'effectuer, ni dans une eau de surface, ni dans une voie artificielle d'écoulement, ni dans le sol (condition c) non satisfaite ou surface disponible insuffisante), seule la catégorie G peut être utilisée pour les habitations existantes.

Pour une nouvelle habitation, le projet de construction est refusé.

### 4. Description des éléments composant les différentes catégories d'unités d'épuration individuelle

#### 4.1. Séparateur pour liquides légers (densité inférieure à 1)

##### Conception

L'intérieur du séparateur pour liquides légers comporte 2 cloisons plongeantes délimitant le compartiment de séparation et distantes d'au moins 0,10 m des parois du séparateur; la distance séparant ces cloisons est supérieure à la largeur du séparateur.

La surface de l'eau dans le compartiment de séparation est de 0,25 m<sup>2</sup> par litre seconde du débit de pointe d'eau usée si le liquide léger est constitué d'essence, de pétrole ou de mazout et de 0,40 m<sup>2</sup> par litre par seconde s'il est constitué d'huile lubrifiante.

Le compartiment de séparation doit assurer la rétention des eaux usées pendant au moins trois minutes si le liquide léger est constitué d'essence, de pétrole ou de mazout et de quatre minutes s'il est constitué d'huile lubrifiante.

Le volume utile du compartiment de séparation situé sous le plan d'eau, exprimé en litres, s'obtient en multipliant le débit de pointe exprimé en litres par seconde par la moitié de la durée de rétention exprimée en secondes. Le volume maximum de liquides légers compris entre les parties immergées des cloisons plongeantes doit correspondre à la récolte d'un mois estimée sur base des données disponibles. La cloison plongeante la moins immergée doit l'être d'au moins 0,20 m.

Si les eaux usées sont susceptibles de contenir des boues en suspension, il y a lieu de prévoir un approfondissement du séparateur de façon à permettre le dépôt des boues durant un mois, sans affecter le fonctionnement du séparateur, ou d'installer un déboureur en amont du séparateur. La surface spécifique de ce déboureur doit être supérieure à 0,10 m<sup>2</sup> par litre par seconde. Sa profondeur sous le niveau d'eau doit également permettre le dépôt des boues durant un mois.

Il y a lieu de prévoir une obturation automatique du compartiment de stockage lorsqu'il est rempli, et de le munir d'un dispositif avec signal d'alarme sonore ou visuel.

##### Entretien

L'entretien consiste à vidanger le compartiment de stockage contenant les liquides légers et à évacuer ceux-ci vers un traitement spécifique.

#### 4.2. Dégraisseur

##### Conception

L'intérieur du séparateur de graisses doit comporter depuis l'entrée successivement trois cloisons verticales internes P1, P2 et P3 formant des chicanes et dont seule la cloison P2 est en contact avec le fond du bac séparateur. La cloison P1 la moins immergée doit l'être d'au moins 0,25 m.

Les graisses sont retenues en surface entre les cloisons amovibles P1 et P3 délimitant le compartiment de séparation et distantes d'au moins 10 cm des parois du séparateur. La surface de séparation est d'au moins 0,25 m<sup>2</sup> par litre par seconde de débit entrant.

La distance entre les 2 cloisons P1 et P3 doit être au moins 1,5 fois supérieure à la largeur du séparateur.

La capacité minimale est de 500 l. Le volume utile du compartiment de séparation située sous le plan d'eau, exprimée en litres s'obtient en multipliant le débit de pointe probable, exprimé en litres par seconde par le temps de rétention égale à 240 secondes.

Si les eaux usées ménagères risquent d'être boueuses ou chargées de déchets lourds (densité supérieure à 1), il est nécessaire d'installer en amont du séparateur de graisses, un déboureur équipé d'un panier amovible. Le volume utile du déboureur est 200 litres par litre par seconde de débit de pointe avec un minimum de 200 litres.

##### Entretien

Ecumer les graisses dès que l'épaisseur de la couche atteint 15 cm.

#### 4.3. Fosse septique

##### Conception

Il y a lieu de distinguer :

- la fosse septique "eaux sanitaires", qui ne reçoit que les eaux usées en provenance des W.C. et urinoirs;
- la fosse septique "toutes eaux", qui reçoit l'ensemble des eaux urbaines résiduaires (eaux de lessive, de cuisine, de nettoyage de locaux, sanitaires, etc ...).

La fosse septique, comprend au minimum 2 compartiments, dont le premier, qui collecte les eaux usées, a un volume égale aux 2/3 du volume total. Elle peut être dotée de trois compartiments. Leurs volumes respectifs sont alors dans le rapport 6-3-1.

La hauteur minimale sous le plan d'eau est de 1 m. L'espace libre entre ce plan et le plafond de la fosse est d'au moins 0,30 m.

Une aération doit être prévue dans le compartiment d'amont.

Un élément situé à l'entrée de la fosse septique doit casser la vitesse du flux entrant. L'extrémité de cet élément doit se trouver au moins à 60 cm du fond de la fosse septique.

La sortie de l'effluent s'effectue  $\pm 20$  cm sous le plan d'eau.

Fosse septique "eaux sanitaires"

La capacité totale utile (sous le plan d'eau) minimale de cette fosse est de :

— 300 l par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant compris entre 1 et 10, avec un minimum de 500 l;

— 225 l par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant supérieur à 10, avec un minimum de 3 000 l.

Fosse septique "toutes eaux"

Sa capacité totale utile minimale est de :

— 600 l par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant compris entre 1 et 10, avec un minimum de 1 500 l;

— 450 l par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant supérieur à 10, avec un minimum de 6 000 l.

#### Entretien

Au plus tard, avant l'échéance de la 3<sup>e</sup> année de fonctionnement, la fosse septique doit être vidangée par un vidangeur agréé. Cet entretien doit être plus fréquent dans certaines conditions de fonctionnement c'est à dire lorsque la couche de boues atteint 30 cm d'épaisseur dans le fond de la fosse septique.

Lors de la vidange, 5 cm de boues doivent être maintenues dans le fond du 1<sup>er</sup> compartiment de la fosse septique. Le chapeau est à enlever complètement.

L'entretien porte aussi sur le conduit d'aération.

La fosse septique doit être remplie d'eau claire avant d'être remise en fonctionnement.

#### 4.4. Fosse de décantation à deux étages

##### Conception

La fosse présente deux étages : un étage de décantation et un étage de digestion. Le compartiment de décantation proprement dit est délimité par la paroi de la fosse et par deux parois inclinées le long desquelles les matières en décantation passent dans le digesteur. Un dispositif de séparation empêche le retour dans le décanteur des boues digérées et des gaz.

La hauteur d'eau minimale est de 1 m et la hauteur disponible entre le plan d'eau et le plafond de la fosse de décantation doit être d'au moins 30 cm.

La fosse doit être aérée dans sa partie amont.

Le volume utile minimum du compartiment de décantation est de 25 l par équivalent-habitant avec un minimum de 250 l, au-dessus du plan horizontal en contact avec l'arête inférieure de la paroi inclinée la plus courte.

Le volume utile minimum du compartiment de digestion est de 100 l par équivalent-habitant, avec un minimum de 750 l, sous le plan horizontal situé à 0,10 m en dessous de l'arête inférieure de la paroi inclinée la plus longue du compartiment de décantation.

##### Entretien

Au plus tard, avant l'échéance de la 3<sup>e</sup> année de fonctionnement, la fosse de décantation doit être vidangée par un vidangeur agréé. Cet entretien doit être plus fréquent dans certaines conditions de fonctionnement c'est-à-dire lorsque la couche de boues atteint 30 cm d'épaisseur dans le fond de l'étage de décantation.

Lors de la vidange, 5 cm de boues doivent être maintenues dans le fond. Le chapeau est à enlever complètement.

L'entretien porte aussi sur le conduit d'aération.

La fosse doit être remplie d'eau claire avant d'être remise en fonctionnement.

#### 4.5. Filtre bactérien percolateur aérobie (circulation des eaux par descensus)

Le filtre bactérien percolateur aérobie traite les eaux urbaines résiduaires ayant subi un passage préalable dans une fosse septique ou dans une fosse de décantation. Il est interdit d'y envoyer les eaux pluviales.

##### Conception

Le filtre bactérien comprend de haut en bas :

— un distributeur répandant uniformément l'eau urbaine résiduaire sur toute la surface du massif filtrant;

— une couche de matériaux de contact d'au moins 1 m de hauteur constituée de granulats inertes d'un calibre 10/80 mm (coke, mâchefer, laitier concassé) ou d'éléments en matière synthétique assurant une surface spécifique au moins équivalente à celles des granulats inertes (massif filtrant);

— une assise supportant la couche précitée, aménagée de manière à permettre le libre écoulement de l'eau usée et l'aération permanente du massif filtrant par en-dessous.

Le filtre bactérien ne peut être noyé même partiellement.

Le volume utile du massif filtrant est d'au moins :

— 100 l par équivalent-habitant, avec un minimum de 1 000 l, si les eaux proviennent d'une fosse septique "eaux sanitaires";

— 150 l par équivalent-habitant, avec un minimum de 1 500 l, si les eaux proviennent d'une fosse septique "toutes eaux" ou d'une fosse de décantation.

Un système d'aération doit être assuré en amont et en aval du massif filtrant bactérien à l'aide d'un tuyau d'aération de minimum 100 mm de diamètre.

*Entretien*

Au plus tard, avant la 3<sup>ème</sup> année de fonctionnement, les matériaux filtrant doivent être nettoyés à l'eau sous pression. Les eaux usées résultant de ce nettoyage doivent être évacuées comme les gadoues de la fosse septique, via un vidangeur agréé.

## 4.6. Micro stations à biomasse en suspension

*Conception*

La micro station se compose de deux compartiments. Le premier est réservé à l'aération de l'eau usée à épurer laquelle s'effectue à l'aide d'un aérateur (pompe d'aération) fonctionnant éventuellement de façon intermittente. Le second est réservé à la décantation et à la séparation de la biomasse, des matières en suspension et de l'eau usée.

La conception de la micro station doit permettre l'accumulation des boues sur les 4/10 de la hauteur totale d'eau usée contenue dans la micro station.

Le compartiment de décantation doit être muni d'un dispositif de sortie qui empêche des particules flottantes d'être évacuées avec l'eau épurée.

Les compartiments d'aération et de décantation peuvent être juxtaposés l'un à la suite de l'autre ou être coaxiaux.

La hauteur d'eau minimale dans la micro station est de 1,20 m.

Une alarme doit être prévue en cas de dysfonctionnement de la micro station ou d'un de ses éléments.

La capacité totale utile minimale est de :

- 200 l par équivalent-habitant avec un minimum de 750 l pour le compartiment d'aération;
- 200 l par équivalent-habitant avec un minimum de 750 l pour le compartiment de décantation.

*Entretien*

Tous les ans, les boues du compartiment de décantation doivent être enlevées par un vidangeur agréé. L'aérateur doit être contrôlé régulièrement et en tout cas une fois par an. C'est aussi à l'occasion de cet entretien que le fonctionnement de l'alarme doit être vérifié.

## 4.7. Épandage souterrain

*Conception*

L'épandage souterrain se réalise à l'aide de tranchées d'infiltration.

Ces tranchées ont une profondeur de 50 — 70 cm et 30 à 80 cm de largeur en fonction de la nature du sol. Les tranchées sont distantes de 2 à 3 m et leur longueur varie en fonction du nombre d'usagers et de la perméabilité du sol sans excéder 20 m.

Le fond de la tranchée est rempli de matériau filtrant tel que gravier, concassé ou pierres (calibre 20/60) sur une épaisseur d'environ 15 cm. Les drains de dispersion, rigides, sont posés horizontalement sur ce lit de graviers. Les ouvertures de ces drains de dispersion consistent en des fentes de 4 à 6 mm de large, distantes de 20 à 30 cm. Les joints sont recouverts d'une bande de feutre bitumé ou de roofing. Les drains sont recouverts d'une couche de graviers (20/60) de 5 cm d'épaisseur.

Une membrane imputrescible, anticontaminante est ensuite placée sur ce gravier de manière à éviter le risque d'obturation.

Le remblaiement de la tranchée s'effectue ensuite par de la terre végétale.

Le réseau de drains est établi sur un plan aussi horizontal que possible (épandage uniforme). Si le terrain a une pente supérieure à 5 cm/m, les drains de dispersion sont placés en lignes perpendiculaires au sens de la pente (parallèles aux courbes de niveau).

En fin de circuit d'épandage, les drains sont réunis par une canalisation transversale sur laquelle est raccordée un tuyau vertical assurant la circulation d'air. L'extrémité extérieure de ce tuyau est grillagée. Eventuellement, il peut être remplacé par des regards ventilés.

Le dimensionnement d'une installation d'épandage souterrain dépend de plusieurs paramètres liés aux caractéristiques du sol en place :

- le niveau de la nappe aquifère;
- la perméabilité de ce sol;
- la couche sous-jacente;
- la topographie;
- la proximité d'une prise d'eau potable éventuelle.

Le dimensionnement de l'épandage souterrain est le suivant :

— pour un sol sableux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 50 et 500 mm/h et une nappe aquifère située à plus de 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir 15 m<sup>2</sup> de tranchées, soit 25 m de longueur de tranchée ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m.

— pour un sol sableux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 50 et 500 mm/h et une nappe aquifère comprise entre 1,5 m et 1 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir 20 m<sup>2</sup> de tranchées, c'est à dire 35 m de longueur de tranchée ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m.

— pour un sol sablo-limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 20 et 50 mm/h et une nappe aquifère située à plus de 1,5 m par rapport au niveau du sol, il faut prévoir 25 m<sup>2</sup> de tranchées, c'est à dire, 42 m de longueur de tranchée ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m.

— pour un sol sablo-limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 20 et 50 mm/h et une nappé aquifère comprise entre 1,5 et 1 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir 30 m<sup>2</sup> de tranchées, c'est à dire 50 m de longueur de tranchée ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m.

— pour un sol limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 10 et 20 mm/h et une nappe aquifère située à plus de 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir 40 m<sup>2</sup> de tranchées, c'est à dire 70 m de longueur de tranchée ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m.

— pour un sol limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 10 et 20 mm/h et une nappe aquifère comprise entre 1,5 et 1 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir 50 m<sup>2</sup> de tranchées, c'est à dire 85 m de longueur de tranchée ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m.



*Entretien*

L'entretien consiste à vérifier la distribution correcte de l'effluent entre les différents drains.

## 4.8. Filtre à sable

*Conception*

Le filtre à sable est constitué de bas en haut :

— d'une couche de sable de rivière lavé (0,2 à 0,6 mm) épaisse de 60 — 70 cm;

— d'une couche de graviers, de calibre 20/80, épaisse de 25 à 30 cm au sein de laquelle sont disposés horizontalement les drains de dispersion rigides d'un diamètre de 80 à 100 mm, distants d'au moins 1 m.

Les perforations de ces drains de répartition sont des fentes de 4 à 6 mm de large distantes de 20 à 30 cm.

Les drains sont répartis sur un plan horizontal. En fin de circuit, les drains sont réunis par une canalisation transversale sur laquelle est raccordé un tuyau vertical assurant la circulation d'air. L'extrémité extérieure de ce tuyau est grillagée. Eventuellement, il peut être remplacé par des regards ventilés.

Une membrane impuiescible, anticontaminante est placée sur le gravier de manière à éviter tout risque d'obturation. Le remblaiement s'effectue ensuite par de la terre végétale sur une épaisseur de 15 à 30 cm.

*Entretien*

L'entretien consiste à vérifier la distribution correcte de l'effluent entre les différents drains.

## 4.9. Terre filtrant

*Conception*

Le terrain naturel doit être préalablement arasé. Un terre filtrant est constitué de sable sur 1 m de haut dans lequel sont réalisées les tranchées d'infiltration.

Les tranchées d'infiltration ont une largeur de 0,80 à 1,20 m, une profondeur de 60 cm et sont distantes d'au moins 1 m.

Les 30 cm inférieurs de la tranchée sont remplis de graviers 10/80 dans lesquels sont posés les drains de dispersion, rigide d'un diamètre de 80 à 100 mm de diamètre.

Les perforations des drains sont des fentes de 4 à 6 mm de large distantes de 20 à 30 cm. Une membrane impuiescible et anticontaminante recouvre les tranchées d'infiltration et le sable de manière à éviter tout risque d'obturation. La membrane est ensuite recouverte d'une couche de terre arable de 25 cm d'épaisseur.

La surface nécessaire à l'édification de ce terre filtrant est de 5 m<sup>2</sup> par équivalent-habitant avec un minimum de 20 m<sup>2</sup> de surface au sol.

*Entretien*

L'entretien consiste à vérifier au niveau de la chambre de relevage que la distribution de l'effluent à évacuer s'effectue correctement.

## 4.10. Poste de relevage

*Conception*

Le poste de relevage se compose d'une chambre étanche de minimum 50 x 50 cm munie d'un couvercle amovible. La profondeur de la chambre est déterminée par la profondeur d'évacuation de l'effluent venant du dernier dispositif de traitement composant l'unité d'épuration individuelle.

Elle contient une pompe de refoulement à flotteur, laquelle évacue les eaux vers le milieu récepteur.

Toute précaution doit être prise pour éviter la remontée du poste de relevage, notamment lorsque le sol peut être gorgé d'eau.

Ce poste de relevage doit permettre le prélèvement des échantillons de contrôle.

*Entretien*

Contrôler le refoulement de la pompe. Contrôler que des boues ne s'accumulent pas dans le fond et de la chambre de visite et, le cas échéant, enlever les boues.

## 4.11. Chambre de contrôle

Cette chambre de contrôle doit permettre de prélever des échantillons d'eau traitée par l'unité d'épuration individuelle afin de vérifier son bon fonctionnement.

La chambre de contrôle se situe :

— juste après le filtre bactérien dans les cas où ces dispositifs sont prescrits;

— juste après la micro station, dans le cas où ce dispositif est présent.

*Conception*

Cette chambre de contrôle doit être étanche et ses dimensions minimales sont 50 x 50 cm. Elle doit être munie d'un couvercle amovible et présenter une dénivellation de  $\pm 20$  cm entre l'entrée et la sortie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe III

## CONDITIONS SECTORIELLES D'EMISSION DES INSTALLATIONS D'EPURATION INDIVIDUELLE

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20°C) sans nitrification (3)	25 mg/l O2	70 — 90	Echantillon homogénéisé, non filtré, mais décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C +/- 1°C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O2	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	35 mg/l	90	— Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm séchage à 105 °C et pesée. — Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2 800 à 3 200 g) séchage à 105 °C pesée.

(1) Réduction par rapport à l'entrée

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés : toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en moyenne (DTM) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe IV

DEMANDE D'AUTORISATION RELATIVE AUX UNITES D'EPURATION INDIVIDUELLE  
ET AUX INSTALLATIONS D'EPURATION INDIVIDUELLE

1. Contenu de la demande d'autorisation en ce qui concerne l'équipement d'une habitation située dans une zone faiblement habitée d'une unité d'épuration individuelle ou d'une installation d'épuration individuelle

a) Identification du demandeur.

— s'il s'agit d'une personne physique

Nom :  
rue :  
Code postal :

Prénom :  
n° : bte :  
Commune :

— s'il s'agit d'une personne morale

Dénomination :  
Siège social :  
rue :  
Code postal :

Statut juridique :  
n° : bte :  
Commune :

b) Description de l'habitation devant être équipée soit d'une unité d'épuration individuelle, soit d'une installation d'épuration individuelle

— Localisation

rue :

n° :

bte :

Code postal :

Commune :

— Fonction(s) du bâtiment :

— Nombre d'occupants de l'habitation :

Nombre d'E.H. :

— Conditions topographiques du terrain sur lequel est localisé l'habitation :

c) Identification de l'objet de la demande

unité d'épuration individuelle

installation d'épuration individuelle

*Identification de la catégorie d'épuration individuelle*

1° Quelle est la catégorie projetée,

catégorie A

catégorie B

catégorie C

catégorie D

catégorie E

catégorie F

catégorie G

2° Le rejet de l'eau usée épurée s'effectue dans

une eau de surface

une voie d'écoulement artificiel

le sol

Dans le cas où le rejet de l'eau usée épurée s'effectue dans le sol, quelle est

la profondeur

la déclivité du terrain

la perméabilité du sol à 60 cm de profondeur

la perméabilité du sol à 2 m de profondeur

la charge hydraulique projetée

la texture du sol

*Description de l'installation d'épuration individuelle*

1° Quelles sont les éléments prévus

2° Le rejet de l'eau usée épurée s'effectue dans

une eau de surface

une voie d'écoulement artificiel

le sol

2. Contenu de la demande d'autorisation en ce qui concerne l'équipement d'une habitation située en dehors d'une zone faiblement habitée d'une unité d'épuration individuelle ou d'une installation d'épuration individuelle dans une zone faiblement habitée (article 9)

Les rubriques a, b, et c prévues pour la demande d'autorisation en ce qui concerne l'équipement d'une habitation située dans une zone faiblement habitée d'une unité d'épuration individuelle ou d'une installation d'épuration individuelle.

Une rubrique d libellée comme suit :

d) Justification du recours à une unité ou à une installation d'épuration individuelle

1° copie du plan cadastral;

2° description des voiries environnantes équipées d'égouts et, le cas échéant, les voiries environnantes qui doivent en vertu du plan communal général d'égouttage, être équipées d'égouts;

3° description des difficultés techniques rencontrées pour raccorder l'habitation à l'égout;

4° évaluation des coûts qu'engendrerait le raccordement de l'habitation à l'égout et la justification du caractère excessif de ces coûts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe V

## DEMANDE D'AGREMENT EN QUALITE DE CONTROLEUR D'UNITES D'EPURATION INDIVIDUELLE

A adresser à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement — Division de l'Eau — Service d'Épuration des eaux usées — avenue Prince de Liège, 15 à 5100 JAMBES (Namur) — Tél. : 081/32.12.11.

## DEMANDE D'AGREMENT EN QUALITE DE CONTROLEUR D'UNITES D'EPURATION INDIVIDUELLE

## a) personne physique responsable

Nom : Prénom :  
 Adresse :  
 rue : n° : boîte :  
 Code postal : Commune :

## b) personne morale

Dénomination : Statut juridique :  
 Siège social :  
 Adresse :  
 rue : n° : boîte :  
 Code postal : Commune :  
 N° de tél. : N° de fax :

## représenté par :

Nom : Prénom :  
 Qualité :

## Adresse de contact :

rue : n° : boîte :  
 Code postal : Commune :

sollicite l'agrément de la Région wallonne en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle.

## Renseignements

## a) personne physique

## I. Formation

Formation générale et spécifique au traitement des eaux usées domestiques :

## II. Expérience professionnelle

Situation actuelle :

Expérience professionnelle en rapport avec le traitement des eaux usées domestiques :

Durée dans l'exercice de cette fonction :

Moyens techniques facilitant l'exercice de la fonction :

Réalisations et références qui peuvent être vérifiées :

## b) personne morale

Personne(s) chargée(s) d'exercer la mission de contrôle pour le compte de la personne morale :

Pour chacune de ces personnes, il convient de mentionner les formations et expériences professionnelles acquises selon le modèle établi pour les personnes physiques ci-dessus.

Fait à : ....., le .....

(Signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe VI

ATTESTATION DE CONTROLE D'UNE UNITE D'EPURATION INDIVIDUELLE  
à adresser à l'administration de la commune où est implantée l'unité d'épuration individuelle

## ATTESTATION DE CONTROLE D'UNE UNITE D'EPURATION INDIVIDUELLE

Identification du contrôleur

— *personne physique* :

Nom :

Prénom :

rue :

n° :

bte :

Code postal :

Localité :

— *personne morale* :

Dénomination :

Statut juridique :

Siège social :

rue :

n° :

bte :

Code postal :

Localité :

Agréé par le Ministre en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle  
sous le n° : date de publication au *Moniteur belge* :

Identification du demandeur et description de l'unité d'épuration individuelle

Nom :

Prénom :

rue :

n° :

bte :

Code postal :

Localité :

Description de l'unité d'épuration individuelle :

Fonction du bâtiment :

Localisation :

rue :

n° :

bte :

Code postal :

Localité :

Nombre d'occupants de l'habitation :

nombre d'E.H. :

LE CONTROLEUR AGREE DECLARE :

1° avoir contrôlé l'unité d'épuration identifiée dans le présent formulaire à l'état de pose, toutes connections faites aux appareils en position stable; le tout prêt à fonctionner avant de combler les fouilles; -

2° avoir constaté que l'unité d'épuration individuelle se présente comme suit :

(Schéma de la filière d'épuration avec indications des volumes de chacun des dispositifs)

3° avoir effectué un test d'écoulement à partir de chaque appareil sanitaire de l'habitation;

4° et avoir constaté, au terme de cette visite, que l'installation de traitement individuel :

— est en état de respecter les conditions sectorielles de fonctionnement prescrites à l'annexe II de l'arrêté du gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires;

— n'est pas en état de respecter les conditions sectorielles de fonctionnement prescrites à l'annexe II de l'arrêté du gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires pour les motifs suivants :

Fait à ..... le .....

Signature (et qualité si le signataire intervient au nom d'une personne morale)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe VII

ATTESTATION DE CONTROLE D'UNE INSTALLATION D'EPURATION INDIVIDUELLE  
à adresser à l'administration de la commune où est implantée l'installation d'épuration individuelle

## ATTESTATION DE CONTROLE D'UNE INSTALLATION D'EPURATION INDIVIDUELLE

Identification de l'agent de l'Administration chargé du contrôle

Nom : Prénom :  
Division :

Identification du demandeur et description de l'installation d'épuration individuelle

Nom : Prénom :  
rue : n° : bte :  
Code postal : Localité

Description de l'installation d'épuration individuelle :

Fonction du bâtiment :

Localisation :

rue : n° : bte :  
Code postal : Localité :  
Nombre d'occupants de l'habitation : nombre d'E.H. :

DECLARE :

1° avoir contrôlé l'installation d'épuration identifiée dans le présent formulaire à l'état de pose, toutes connexions faites aux appareils en position stable; le tout prêt à fonctionner avant de combler les fouilles;  
2° avoir constaté que l'installation d'épuration individuelle se présente comme suit :  
(Schéma de la filière d'épuration avec indications des volumes de chacun des dispositifs)

3° avoir effectué un test d'écoulement à partir de chaque appareil sanitaire de l'habitation;  
4° et avoir constaté, au terme de cette visite, que l'installation d'épuration individuelle :  
— est en état de respecter les conditions sectorielles d'émission prescrites à l'annexe III de l'arrêté du gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires;  
— n'est pas en état de respecter les conditions sectorielles d'émission prescrites à l'annexe III de l'arrêté du gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires pour les motifs suivants :

Fait à ....., le .....

Signature de l'agent de l'Administration

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 743

[C — WIN — I — 27148]

8. DEZEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser

Aufgrund der Richtlinie des Rates vom 21. Mai 1991 (91/271/EWG) über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, insbesondere der Artikel 2, 32, 34, 35 und 39;

Im Anbetracht der Tatsache, daß die sektorbezogenen Betriebsbedingungen der individuellen Kläreinheiten auf der Grundlage von wissenschaftlichen Untersuchungen wegen ihren Leistungen in Sachen Umweltschutz in Betracht gezogen wurden;

Aufgrund des am 4. Mai 1994 abgegebenen Gutachtens des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 14. Juni 1994 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° "Dekret": das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- 2° "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;
- 3° "Verwaltung": Die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 4° "Zuständige Vereinigung für die Klärung": die aufgrund Artikel 17 des Dekrets anerkannte Gemeindevereinigung, innerhalb deren Zuständigkeitsgebiet sich die betroffene Ortschaft befindet;
- 5° "Allgemeiner Gemeindekanalisationsplan": der vom Minister genehmigte allgemeine Gemeindekanalisationsplan, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne;
- 6° "Ortschaft": Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Aktivitäten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer Abwasseraufbereitungsanlage oder einer Einleitungsendstelle zu ermöglichen;
- 7° "Schwachbewohnte Gebiete": die schwachbewohnten Gebiete, sowie sie aufgrund Artikel 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne im allgemeinen Gemeindekanalisationsplan eingetragen sind;
- 8° "Städtisches Abwasser": jegliches Abwasser, das in Anwendung des Dekrets in eine Kanalisation oder in einen Sammelkanal eingeleitet werden kann;
- 9° "eutrophes Wasser": Mit Nährstoffen, insbesondere mit Stickstoff- und/oder Phosphorverbindungen, angereichertes Wasser, das zu einem vermehrten Wachstum von Algen und höheren Formen des pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität der betroffenen Gewässern führt;
- 10° "Einwohnergleichwert": Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in fünf Tagen (BSB5) von 60 g Sauerstoff pro Tag entspricht;
- 11° "Wohnung": jedes Gebäude, aus dem städtisches Abwasser abgeleitet wird;
- 12° "Sickerleitungen": Gesamtheit der unter der Bodenfläche angelegten Entwässerungsleitungen, die die Ableitung des Abwassers ermöglichen;
- 13° "Individuelle Kläreinheit und individuelle Kläranlage": Ausrüstung zur Klärung des von einer Wohnung oder mehreren benachbarten Wohnungen abgeleiteten städtischen Abwassers unter Einhaltung der vom vorliegenden Erlaß bestimmten Bedingungen;
- 14° "Kanalisation": die Kanalisationen im Sinne von Artikel 2, 4° des Dekrets;
- 15° "Abwassersammler": die Abwassersammler im Sinne von Artikel 2, 5° des Dekrets.

**Art. 2.** Der Minister bezeichnet und begrenzt als empfindliche Gebiete die zu folgenden Kategorien gehörenden Wassermassen:

1° die natürlichen Seen oder Süßwassermassen, wenn feststeht, daß sie eutroph sind oder kurzfristig eutroph werden könnten, wenn keine geeigneten Schutzmaßnahmen getroffen werden;

2° die Wassergebiete, in denen das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist, wie z.B. die Abschnitte von Wasserläufen oder die Oberflächenwasserzonen, in denen sich Wasserentnahmestellen zur weiteren Aufbereitung von Trinkwasser befinden, falls sie einen höheren Nitratgehalt als 50 Milligramm/Liter enthalten oder enthalten könnten, wenn keine geeigneten Schutzmaßnahmen getroffen werden;

**Art. 3.** Auf Vorschlag der Verwaltung und nach Erhalt eines Gutachtens durch die zuständige Vereinigung für die Klärung, bezeichnet der Minister die Ortschaften, deren Einwohnergleichwert 2 000 erreicht und übertrifft, und begrenzt deren Perimeter auf Grundlage der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne.

Für jede Ortschaft gibt er an, ob der Einwohnergleichwert die Schwellen von 10 000 oder 15 000 übertrifft.  
Die Bezeichnung der Ortschaften erfolgt vor dem 31. Dezember 1996.

**Art. 4. § 1.** Jede Ortschaft muß mit Kanalisationen und Sammelkanälen ausgerüstet werden:

- 1° spätestens am 31. Dezember 1988, wenn der Einwohnergleichwert 10 000 übertrifft und das städtische Abwasser in ein zu einem im Sinne von Artikel 2 empfindlichen Gebiet gehörendes Becken abgeleitet wird;
- 2° spätestens am 31. Dezember 2000, wenn der Einwohnergleichwert 15 000 übertrifft;
- 3° spätestens am 31. Dezember 2005, wenn der Einwohnergleichwert zwischen 2 000 und 15 000 liegt.

§ 2. Die Gemeinden sind verpflichtet, die auf ihrem Gebiet befindlichen Ortschaften unter Einhaltung der im vorigen § 1 bestimmten Fristen mit Kanalisationen auszurüsten.

Diese Kanalisationen sind derartig gebaut und angelegt, daß Leckstellen vermieden werden, und die Kontrolle und Wartung auf bequeme Weise erfolgen können.

Die Planung und Dimensionierung der Entwässerungsarbeiten sollen eine aus Überbelastung resultierende Verschmutzung des Empfangswassers möglichst begrenzen. Die durchzuführenden Messungen beruhen auf den Verdünnungsverhältnissen oder der Kapazität im Verhältnis zum Trockenwetterabfluß.

**Art. 5. § 1.** Außerhalb eines schwachbewohnten Gebiets müssen die Wohnungen, die sich entlang einer bereits mit Kanalisationen ausgerüsteten Straße befinden, innerhalb von sechs Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses an diese Kanalisationen angeschlossen werden.

Diese Frist wird auf drei Jahre zurückgebracht wenn die Kanalisation an eine betriebsfähige, öffentliche Kläranlage angeschlossen ist.

§ 2. Außerhalb eines schwachbewohnten Gebiets müssen die Wohnungen, die sich entlang einer Straße befinden, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses mit Kanalisationen ausgerüstet wird, während der Arbeiten zum Anlegen der Kanalisationen an diese angeschlossen werden.

**Art. 6.** Sobald die Wohnung an die öffentliche Kanalisation angeschlossen ist, muß die Ableitung des städtischen Abwassers ausschließlich und direkt durch diese Kanalisation erfolgen.

Die Ableitung des Abwassers erfolgt entweder schwerkraftmäßig oder anhand eines Pumpsystems.

Das Regenwasser darf jedoch durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Ableitwege oder Oberflächengewässer abgeleitet werden.

**Art. 7.** Wenn der Anschluß einer Wohnung an die Kanalisation wegen technischer Schwierigkeiten übermäßige Kosten verursachen wird, kann in Abweichung von Artikel 5 das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, in der sich die Wohnung befindet, gemäß Artikel 9 anstatt eines Anschlusses an die Kanalisation die Verwendung folgender individueller Kläreinheiten bzw. -anlagen zulassen:

1° für Wohnungen, deren Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte nicht übertrifft, berechnet nach dem in der Anlage I angeführten Verfahren, darf eine individuelle Kläreinheit eingesetzt werden, vorausgesetzt, daß diese den in der Anlage II zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen genügt.

2° für Wohnungen, deren Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte übertrifft, darf eine individuelle Kläranlage eingesetzt werden, vorausgesetzt, daß diese den in der Anlage III zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissionsbedingungen genügt.

**Art. 8. § 1.** Jede in einem schwachbewohnten Gebiet gelegene Wohnung, deren Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte nicht übertrifft, berechnet nach dem in der Anlage I angeführten Verfahren, muß mit einer individuellen Kläreinheit ausgerüstet sein, die den in der Anlage II zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen genügt.

Jede in einem schwachbewohnten Gebiet gelegene Wohnung, deren Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte übertrifft, muß mit einer individuellen Kläranlage ausgerüstet sein, die den in der Anlage III zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissionsbedingungen genügt.

Die Installation und die Wirkung der individuellen Kläreinheiten und -anlagen unterstehen einer Genehmigung nach Artikel 9.

§ 2. Das Anlegen dieser Klärsysteme muß unmittelbar erfolgen, mit Ausnahme der bestehenden Wohnungen, die ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Frist von sechs bzw. fünfzehn Jahren verfügen, um damit ausgerüstet zu werden, je nachdem es sich um eine Wohnung handelt, deren Gesamtmenge des erzeugten städtischen Abwassers 20 Einwohnergleichwerte übertrifft oder nicht übertrifft.

**Art. 9. § 1.** Wenn die Person, zu deren Lasten die Verpflichtung bezüglich des Anschlusses der Wohnung an die Kanalisation fällt, Anspruch auf die in Artikel 7 erwähnte Abweichung haben will, muß sie innerhalb von sechzig Tagen nach dem Tag, an dem die Anschlußverpflichtung nach Artikel 5 in Kraft tritt, das ordnungsmäßig ausgefüllte Antragsformular der Anlage IV bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in zweifacher Ausfertigung einreichen.

Die Person, zu deren Lasten nach Artikel 8 die Verpflichtung fällt, die Wohnung mit einer individuellen Kläreinheit oder einer individuellen Kläranlage auszurüsten, muß das ordnungsmäßig ausgefüllte Antragsformular der Anlage IV bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in zweifacher Ausfertigung einreichen.

§ 2. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Erhalt der Unterlage, übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Verwaltung eine Kopie dieser Unterlage:

1° für die in Anwendung von Artikel 7 eingereichten Anträge auf Abweichung, die die individuellen Kläreinheiten und individuellen Kläranlagen betreffen;



2° für die in Anwendung von Artikel 8 eingereichten Anträge, die die individuellen Kläranlagen betreffen.

Die Verwaltung verfügt über vierzig Tage, um ihr Gutachten abzugeben; mangels dessen wird das Gutachten als günstig angesehen.

Nach Erhalt des Gutachtens, oder am Ende der Frist, innerhalb deren die Verwaltung ihr Gutachten abzugeben hat, verfügt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium über zwanzig Tage, um über den Antrag eine Entscheidung zu treffen. Diese Entscheidung, die nach gleichlautendem Gutachten der Verwaltung getroffen wird, muß begründet sein.

Was die in Anwendung von Artikel 8 eingereichten Anträge bezüglich individueller Kläreinheiten angeht, verfügt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium über dreißig Tage ab dem Erhalt des Antrags, um diesen zu überprüfen und eine Entscheidung zu treffen.

§ 3. Wenn ein in Anwendung von Artikel 7 eingereichter Antrag auf Abweichung verweigert wird, muß der Anschluß innerhalb der in Artikel 5 vorgeschriebenen Frist erfolgen.

§ 4. Für die Wohnungen, die in den Genuß einer in Anwendung von § 2 gewährten Genehmigung kommen, ist es verboten, sobald die individuelle Kläreinheit oder individuelle Kläranlage installiert ist, das Abwasser anders als über diese Kläreinheit bzw. -anlage abzuleiten.

**Art. 10.** Jede Person, die in Anwendung von Artikel 9 dazu genehmigt ist, eine individuelle Kläreinheit oder eine individuelle Kläranlage zu verwenden, ist verpflichtet, für deren reibungslosen Betrieb zu sorgen. Sie muß ebenfalls dafür sorgen, daß das von ihr verwendete System keine Belästigungen für die Nachbarschaft, und keine Verschmutzung des Oberflächenwassers noch des Grundwassers verursacht.

Jede Person, die dazu genehmigt ist, eine individuelle Kläreinheit zu verwenden, ist verpflichtet, ihre Anlage, bei dem Anschluß und vor der Eingrabung, durch einen in Anwendung von Artikel 11 zugelassenen Kontrolleur prüfen zu lassen, und vor der Inbetriebnahme der Klärvorrichtung der Gemeindebehörde eine der Anlage VI zum vorliegenden Erlaß entsprechende Kontrollbescheinigung zu übermitteln.

Jede Person, die dazu genehmigt ist, eine individuelle Kläranlage zu verwenden, ist verpflichtet, ihre Anlage, bei dem Anschluß und vor der Eingrabung, durch einen Bediensteten der Verwaltung prüfen zu lassen. Dieser füllt eine der Anlage VII zum vorliegenden Erlaß entsprechende Kontrollbescheinigung aus. Innerhalb von fünf Tagen nach der Kontrolle übermittelt die Verwaltung der Gemeindebehörde eine Kopie dieser Bescheinigung.

**Art. 11.** Jegliche natürliche oder moralische Person darf mittels eines an den Minister gerichteten Einschreibebriefs einen Antrag auf Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten einreichen.

Der Zulassungsantrag wird mittels des in der Anlage V zum vorliegenden Erlaß bestimmten Formulars eingereicht.

Der Minister kann die Vorführung zusätzlicher Unterlagen oder Auskünfte fordern, um den Nachweis zu bekommen, daß der Antragsteller über zureichende technische Mittel verfügt.

Auf Gutachten der Verwaltung entscheidet der Minister innerhalb von drei Monaten nach dem Antragsdatum.

Die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten wird für eine Höchstdauer von fünf Jahren gewährt. Der Beschluß zur Gewährung der Zulassung wird durch Veröffentlichung eines Auszugs im Belgischen Staatsblatt bekanntgemacht.

Nachdem dem Inhaber der Zulassung die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsgründe gelten zu lassen, kann der Minister unter folgenden Bedingungen die Zulassung zurückziehen:

1° wenn der zugelassene Kontrolleur eine individuelle Kläreinheit als konform beurteilt hat, obwohl sie den in der Anlage II festgelegten Normen nicht genügt;

2° wenn der Kontrolleur nicht mehr über die zur Durchführung seiner Aufgaben erforderlichen technischen Fähigkeiten verfügt.

**Art. 12.** Innerhalb von sechs Monaten nach der Genehmigung ihres allgemeinen Gemeindekanalisationsplans durch den Minister und auf jeden Fall vor dem 31. Dezember 1996 erstellen die Gemeinden den in Artikel 34, § 1 des Dekrets gemeinten Bericht, den sie dem Minister übermitteln.

Unter den im allgemeinen Gemeindekanalisationsplan enthaltenen Angaben enthält dieser Bericht insbesondere folgende Angaben:

1° eine Bestandsaufnahme der jetzigen Lage in Sachen Ableitung und Aufbereitung des Abwassers aus den auf ihrem Gebiet befindlichen Wohnungen. Es handelt sich um die Angabe:

a) für die kanalisiert Gebiete

— der Gesamtanzahl der Wohnungen;

— der Anzahl der an die Kanalisation angeschlossenen Wohnungen;

— der Anzahl Wohnungen, deren Abwasser durch eine öffentliche Kläranlage behandelt wird,

b) für die schwachbewohnten Gebiete

— der Gesamtanzahl der Wohnungen;

— der Anzahl mit einer individuellen Kläreinheit ausgerüsteten Wohnungen.

2° das Programm der Kanalisierungsarbeiten für die zu kanalisierenden Gebiete und die sich daraus ergebende Bestandsaufnahme. Es handelt sich um die Angabe:

— der Gesamtanzahl der Wohnungen, die nicht an das Kanalisationsnetz angeschlossen sind, aber daran angeschlossen werden müssen;

— der Anzahl Wohnungen, die bei der Durchführung der künftigen Kanalisierungsarbeiten an das Kanalisationsnetz angeschlossen werden;

— der Anzahl Wohnungen, deren Abwasser nach erfolgten Kanalisierungsarbeiten durch eine öffentliche Kläranlage behandelt sein wird.

**Art. 13.** Innerhalb von vier Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses sind die Gemeinden verpflichtet, ihre Gemeindeordnungen in Sachen Kanalisierungen abzuändern, um sie mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung zu bringen.

**Art. 14.** Was die aufgrund Artikel 9 genehmigten individuellen Kläreinheiten und -anlagen angeht, sind die Bestimmungen der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung nicht mehr anwendbar.

**Art. 15.** Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 16.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasseryesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
\* beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### Anlage I

#### DER BEGRIFF "EINWOHNERGLEICHWERT"

Die Nutzleistung der Klärsysteme für städtisches Abwasser wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte der Wohnung oder der Gruppe Wohnungen, die durch die Kläreinheit bzw. -anlage bedient werden, bestimmt.

Zur Vereinfachung geht man sowohl für die Einfamilienwohnungen wie auch für die Wohnungsgruppen davon aus, daß die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnergleichwert ausgedrückt wird.

Für die sonstigen Gebäude, die ausschließlich häusliches Abwasser erzeugen, wird die Anzahl Einwohnergleichwerte wie folgt berechnet:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnergleichwerte(EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter: 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter: 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension*	1 Bett = 1 EGW
Camping*	1 (vorgesehene) Person = 1/2 EGW
Kaserne, Wohncamping*	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant mit normalem Absatz*	1 Platz = 1/3 EGW
Restaurant, wo jeder Platz 10 mal / Tag	1 Platz = 3 EGW
11 bis 14 mal / Tag	1 Platz = 4 EGW
15 à 18 mal / Tag besetzt wird*	1 Platz = 5 EGW
Theater, Kino, Festsaal*	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz*	1 Platz = 1/20 EH.

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muß die nach der Tabelle berechnete Anzahl Einwohnergleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 1/2 EGW erhöht werden.

Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muß eine eventuelle (pauschal auf 15% festgelegte) Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## Anlage II

## SEKTORBEZOGENE BETRIEBSBEDINGUNGEN DER INDIVIDUELLEN KLÄREINHEITEN

## 1. Allgemeine Betriebsbedingungen

- 1° Alle unter Pos. 4 beschriebenen Ausrüstungsbauteile müssen außerhalb der Wohnung installiert werden;
- 2° Auf keinen Fall darf Regenwasser durch einen der Bauteile der individuellen Kläreinheit fließen; nur städtisches Abwasser darf in der individuellen Kläreinheit aufbereitet werden;
- 3° Jeder der Ausrüstungsbauteile, die eine individuelle Kläreinheit zusammenstellen, muß mit einer minimalen Öffnung von 50 x 50 cm ausgerüstet sein, die mit einem abnehmbaren Deckel versehen ist. Diese Öffnung dient zur Überprüfung der guten Wirkung der Vorrichtung und zu Wartungstätigkeiten;
- 4° Die Wartung der individuellen Kläreinheiten muß durch einen zugelassenen Grubenentleerer ausgeführt werden, gemäß des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1992 über die Entleerung von Faulgruben und ähnlichen Klärungssystemen sowie über das Ausbreiten von ihren Fäkalien (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. März 1993);
- 5° Zwischen dem Fettabscheider und dem bakteriologischen Filter ist eine Besichtigungskammer vorzusehen;
- 6° Nach dem letzten Bestandteil einer unter Pos. 2, Kategorien A bis F, identifizierten individuellen Kläreinheit muß eine Kontrollstation installiert werden;
- 7° Falls die topographischen Bedingungen keine Ableitung durch Schwerkraft erlauben, ist eine Pumpstation vorzusehen;
- 8° Jedes Wasch- oder Abfließwasser, das mit Öl oder Treibstoffen in Kontakt gewesen ist, muß erst in einem Leichtflüssigkeitsabscheider behandelt werden, bevor es in einer der unter Pos. 2 beschriebenen individuellen Kläreinheiten weiteraufbereitet wird.

## 2. Einordnung der verschiedenen Kategorien der individuellen Abwasserklärung

*Kategorie A*

Das Küchenabwasser muß erst in einem Fettabscheider behandelt werden, bevor es mit dem sonstigen städtischen Abwasser in eine Faulgrube weitergeleitet wird. Das aus der Faulgrube abgeleitete Abwasser wird anschließend in einer aeroben bakteriologischen Tropfkörper-Filtervorrichtung weiteraufbereitet.

*Kategorie B*

Das weder mit Schlämmen noch Schwerabfällen belastete Küchenabwasser wird erst in einem Fettabscheider behandelt, bevor es mit dem sonstigen städtischen Abwasser in eine zweistufige Absetzgrube weitergeleitet wird. Das aus der zweistufigen Absetzgrube abgeleitete Abwasser wird anschließend in einer aeroben bakteriologischen Tropfkörper-Filtervorrichtung weiteraufbereitet.

*Kategorie C*

Das Küchenabwasser wird erst in einem Fettabscheider behandelt, bevor es mit dem sonstigen städtischen Abwasser zur weiteren Aufbereitung in eine Mikrostation weitergeleitet wird.

*Kategorie D*

Das Abwasser wird nach einer der Kategorien A bis C aufbereitet. Das geklärte Abwasser aus dem letzten Bauteil der individuellen Kläreinheit wird durch unterirdische Abwasserverrieselung abgeleitet.

*Kategorie E*

Das Abwasser wird nach einer der Kategorien A bis C aufbereitet. Das geklärte Abwasser aus dem letzten Bauteil der individuellen Kläreinheit wird durch ein Sandfilter abgeleitet.

*Kategorie F*

Das Abwasser wird nach einer der Kategorien A bis C aufbereitet. Das geklärte Abwasser aus dem letzten Bestandteil der individuellen Kläreinheit wird durch einen Filtrierhügel abgeleitet.

*Kategorie G*

Das erzeugte städtische Abwasser wird in einer wasserdichten Grube gesammelt, die anschließend entleert werden muß.

## 3. Verwendungsbedingungen der Kategorien der individuellen Kläreinheiten

3.1. Falls das geklärte Abwasser in ein Oberflächengewässer oder einen künstlichen Abfuhrweg abgeleitet wird, darf nur eine der Kategorien A bis C verwendet werden.

3.2. Falls das geklärte Abwasser in den Boden abgeleitet wird, und dieser den folgenden Bedingungen genügt:

- a) der Tiefspegel der Grundwasserleitschicht ist mehr als 1 Meter tief
  - b) das Bodengefälle ist weniger als 8 ‰
  - c) die Bodendurchlässigkeit (K) liegt höher als 10 mm/h
  - d) die Tiefe der Decke der durchlässigen Schicht beträgt mehr als 2 m
  - e) die Tiefe der Decke der undurchlässigen Schicht beträgt mehr als 2 m
  - f) die hydraulische Belastung liegt nicht höher als 7 l/m<sup>2</sup> pro Tag
  - g) die Bodenbeschaffenheit ist lehmig bis sandig
- darf nur die Kategorie D verwendet werden.

3.3. Falls das geklärte Abwasser in den Boden abgeleitet wird, und dieser einer der Bedingungen *a)*, *b)*, *d)* oder *e)* unter Pos. 3.2 nicht genügt, darf nur die Kategorie *F* verwendet werden.

3.4. Falls das geklärte Abwasser in den Boden abgeleitet wird, und dieser einer der Bedingungen *f)* oder *g)* unter Pos. 3.2 nicht genügt, darf nur die Kategorie *E* verwendet werden.

3.5. Falls das geklärte Abwasser weder in ein Oberflächengewässer noch in einen künstlichen Abfluß, noch in den Boden (Die Bedingung *c)* ist nicht erfüllt oder die verfügbare Oberfläche ist unzureichend) abgeleitet werden kann, darf für bestehende Wohnungen nur die Kategorie *G* verwendet werden.

Für eine neue Wohnung wird in diesem Fall das Bauvorhaben verweigert.

4. Beschreibung der Bauteile, aus denen die verschiedenen Kategorien individueller Kläreinheiten bestehen.

4.1. Leichtflüssigkeitsabscheider (Dichte unter 1)

#### *Konstruktion*

Im Inneren des Abscheiders für Leichtflüssigkeiten befinden sich 2 Tauchwände, die den Abscheidungsraum abgrenzen und mindestens 0,10 m von den Wänden des Abscheiders entfernt sind; der Abstand zwischen diesen Wänden ist größer als die Breite des Abscheiders.

Die Oberfläche des Wassers innerhalb des Abscheidungsraumes beträgt 0,25 m<sup>2</sup> je Liter/Sekunde Abwasseranfallspitze, wenn die Leichtflüssigkeit aus Benzin, Diesel- oder Heizöl besteht, und 0,40 m<sup>2</sup> je Liter/Sekunde, wenn sie aus Schmieröl besteht.

Der Abscheidungsraum muß das Abwasser während mindestens drei Minuten zurückhalten können, wenn die Leichtflüssigkeit aus Benzin, Diesel- oder Heizöl besteht, und während mindestens vier Minuten, wenn sie aus Schmieröl besteht.

Das in Litern ausgedrückte Nutzvolumen des unter dem Wasserspiegel befindlichen Abscheidungsraumes wird ermittelt, indem die in Litern je Sekunde ausgedrückte Anfallspitze mit der Hälfte der in Sekunden ausgedrückten Retentionsdauer multipliziert wird. Das Höchstvolumen der zwischen den eingetauchten Teilen der Tauchwände befindlichen Leichtflüssigkeiten muß dem aufgrund der verfügbaren Angaben eingeschätzten Fang eines Monats entsprechen. Die weniger eingetauchte Tauchwand muß mindestens um 0,20 m eingetaucht sein.

Wenn die Abwässer schwebenden Schlamm enthalten können, muß der Abscheider so vertieft werden, daß der Schlamm sich einen Monat lang absetzen kann, ohne den Betrieb des Abscheiders zu beeinträchtigen, oder es muß eine getrennte Entschlammungsvorrichtung vor dem Abscheider eingebaut werden. Die spezifische Fläche dieser Entschlammungsvorrichtung muß über 0,10 m<sup>2</sup> je Liter / Sekunde liegen. Unter dem Wasserspiegel muß sie auch so tief sein, daß der Schlamm sich während eines Monats absetzen kann.

Es sollte eine automatische Verschlussvorrichtung des Lagerraums vorgesehen werden, die sich schließt, wenn der Lagerraum voll ist. Diese Vorrichtung ist mit einem Schall- oder Sichtalarmsystem zu versehen.

#### *Wartung*

Die Wartung besteht in der Entleerung des Lagerraums, in dem die Leichtflüssigkeiten enthalten sind, und in deren Abfuhr zu einer spezifischen Weiterbehandlung.

4.2. Fettabscheider

#### *Konstruktion*

Im Inneren des Fettabscheiders gibt es, vom Eingang aus, drei aufeinanderfolgende senkrechte Innenwände P1, P2 und P3, die Schikanen bilden und von denen nur die Wand P2 den Boden des Abscheidebeckens berührt. Die am wenigsten eingetauchte Wand P1 muß mindestens um 0,25 m eingetaucht sein.

Die Fette werden zwischen den zwei herausnehmbaren Wänden P1 und P3, die den Abscheidungsraum abgrenzen und mindestens 10 cm von den Wänden des Abscheiders entfernt sind, an der Oberfläche zurückgehalten. Die Abscheidungsfläche beträgt mindestens 0,25 m<sup>2</sup> pro Liter / Sekunde Zufluß.

Der Abstand zwischen den beiden Wänden P1 und P3 muß mindestens 1,5 x die Breite des Abscheiders betragen.

Die Mindestkapazität beträgt 500 l. Das in Litern ausgedrückte Nutzvolumen des unter dem Wasserspiegel befindlichen Abscheidungsraumes wird ermittelt, indem die in Litern je Sekunde ausgedrückte mögliche Anfallspitze mit der Retentionsdauer multipliziert wird. Diese Retentionsdauer entspricht 240 Sekunden.

Wenn die häuslichen Abwässer schlammig oder mit schweren Abfällen (Dichte über 1) belastet sein können, muß vor dem Fettabscheider eine mit einem herausnehmbaren Korb versehene Entschlammungsvorrichtung eingebaut werden. Das Nutzvolumen der Entschlammungsvorrichtung beträgt 200 Liter je Sekunde Anfallspitze bei einem Minimum von 200 Litern.

#### *Wartung*

Die Fette abschöpfen, sobald die Schichtdicke 15 cm erreicht.

4.3. Faulgrube

#### *Konstruktion*

Es muß unterschieden werden zwischen:

- der Faulgrube für "Sanitärwasser", die ausschließlich Abwasser aus WC und Bedürfnisanstalten aufnimmt;
- der Faulgrube für "sämtliches Wasser", die alle normalen städtischen Abwässer aufnimmt (Waschlauge, Küchenwasser, Wasser, mit dem die Räume geputzt worden sind, Sanitärwasser, usw.).

Die Faulgrube besteht aus mindestens 2 Räumen, wobei der erste, der die Abwässer sammelt, ein Volumen aufweist, das 2/3 des Gesamtvolumens entspricht. Sie kann auch mit drei Räumen ausgestattet sein: ihre jeweiligen Volumen stehen dann im Verhältnis 6-3-1.

Die Mindesthöhe unter dem Wasserspiegel beträgt 1 m. Der lichte Raum zwischen diesem Spiegel und der Grubendecke beträgt mindestens 0,30 m.

Im vorderen Raum ist eine Belüftung vorzusehen.

Ein am Eingang der Faulgrube befindlicher Bauteil muß die Geschwindigkeit des einströmenden Wassers brechen. Das äußere Ende dieses Bauteils muß sich mindestens 60 cm über dem Boden der Faulgrube befinden.

Der Auslaß des aus der Faulgrube wegströmenden Abwassers muß sich ca. 20 cm unterhalb des Wasserspiegels befinden.

Faulgrube für "Sanitärwasser"

Der gesamte Nutzinhalt (unter dem Wasserspiegel) dieser Grube beträgt mindestens:

— 300 l / Einwohnergleichwert für eine zwischen 1 und 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 1 500 l;

— 225 l / Einwohnergleichwert für eine über 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 3 000 l.

Faulgrube für "sämtliches Wasser"

Der gesamte Nutzinhalt dieser Grube beträgt mindestens:

— 600 l / Einwohnergleichwert für eine zwischen 1 und 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 1 500 l;

— 450 l / Einwohnergleichwert für eine über 10 liegende Anzahl EGW, bei einem Minimum von 6 000 l.

#### Wartung

Spätestens vor dem Ende des 3. Betriebsjahrs muß die Faulgrube durch einen zugelassenen Faulgrubentleerer entleert werden. Dieser Wartungseingriff muß unter bestimmten Betriebsbedingungen öfter geschehen, nämlich wenn die Schlammschicht am Boden der Faulgrube eine Dicke von 30 cm erreicht.

Bei der Entleerung muß eine Schlammschicht von 5 cm am Boden des 1. Raums der Faulgrube behalten bleiben. Die Abdeckkappe ist dabei völlig abzunehmen.

Auch das Belüftungsrohr soll gewartet werden.

Vor der Wiederinbetriebnahme muß die Faulgrube mit Klarwasser aufgefüllt werden.

#### 4.4. Zweistufige Absetzgrube

##### Konstruktion

Die Absetzgrube besteht aus zwei Stufen: die Absetzstufe und die Faulstufe. Der eigentliche Absetzraum ist durch die Wand der Absetzgrube und durch zwei geneigte Wände abgegrenzt, auf denen die abgesetzten festen Stoffe in den Faulbehälter abrutschen. Eine Trennvorrichtung verhindert, daß der gefaulte Schlamm und die Gase ins Absetzbecken zurückgelangen.

Die Mindestwasserhöhe beträgt 1 m und die verfügbare Höhe zwischen dem Wasserspiegel und der Decke der Absetzgrube muß mindestens 30 cm betragen.

Die Absetzgrube muß in ihrem vorderen Teil belüftet sein.

Das Mindestnutzvolume des Absetzraums beträgt bei einem Minimum von 250 l 25 Liter/EGW über der horizontalen Ebene, die die unterste Kante der kürzeren geneigten Wand berührt.

Das Mindestnutzvolume des Faulraums beträgt bei einem Minimum von 750 l 100 Liter/EGW unter der 0,10 m unterhalb der untersten Kante der längeren geneigten Wand des Absetzbeckens gelegenen horizontalen Ebene.

##### Wartung

Spätestens vor dem Ende des 3. Betriebsjahrs muß die Absetzgrube durch einen zugelassenen Grubentleerer entleert werden. Dieser Wartungseingriff muß unter bestimmten Betriebsbedingungen öfter geschehen, nämlich wenn die Schlammschicht am Boden des Absetzraums eine Dicke von 30 cm erreicht.

Bei der Entleerung muß eine Schlammschicht von 5 cm am Boden behalten bleiben. Die Abdeckkappe ist dabei völlig abzunehmen.

Auch das Belüftungsrohr soll gewartet werden.

Vor der Wiederinbetriebnahme muß die Faulgrube mit Klarwasser aufgefüllt werden.

#### 4.5. Aerobe bakteriologische Tropfkörper-Filtervorrichtung (abwärts gerichteter Wasserstrom)

Die aerobe bakteriologische Tropfkörper-Filtervorrichtung dient zur Aufbereitung des städtischen Abwassers, nachdem dieses zuvor in einer Faul- oder Absetzgrube behandelt worden ist. Das Ableiten von Regenwasser in eine aerobe bakteriologische Tropfkörper-Filtervorrichtung ist untersagt.

##### Konstruktion

Die aerobe bakteriologische Tropfkörper-Filtervorrichtung besteht von oben nach unten aus:

— einer Vorrichtung, durch die das aufzubereitende städtische Abwasser gleichmäßig über die gesamte Oberfläche des Füllkörpers verteilt wird;

— einer Schicht (Mindesthöhe 1 m) Füllmaterial, das aus inerten Zuschlagstoffen mit einer Korngröße von 10/80 mm (Koks, Zunder, Stückschlacke) oder aus künstlich hergestellten Bestandteilen besteht, die eine spezifische Kontaktfläche gewährleisten, die mindestens der Oberfläche der inerten Zuschlagstoffe (Füllkörper) entspricht;

— einer Stützfläche für die vorgenannte Schicht, die so angelegt ist, daß das Abwasser ungehindert abfließen kann und eine ununterbrochene Belüftung des Füllkörpers von unten aus gewährleistet ist.

Die bakteriologische Filtervorrichtung darf nie (auch nicht teilweise) versenkt werden. -

Das Nutzvolume des Füllkörpers ist mindestens:

— 100 l / EGW bei einem Minimum von 1 000 l, wenn das Wasser aus einer Faulgrube für "Sanitärwasser" stammt;

— 150 l / EGW bei einem Minimum von 1 500 l, wenn das Wasser aus einer Faulgrube für "sämtliches Wasser" stammt.

Vor und nach dem bakteriologischen Füllkörper muß ein Belüftungssystem eingesetzt werden. Dieses besteht aus einem Belüftungsrohr, dessen Durchmesser mindestens 100 mm beträgt.

*Wartung*

Spätestens vor dem Ende des 3. Betriebsjahrs müssen die Filtermaterialien mit Druckwasser gereinigt werden. Das durch diese Reinigung erzeugte Abwasser muß wie die Fäkalien aus Faulgruben durch einen zugelassenen Grubenentleerer beseitigt werden.

## 4.6. Mikrostationen mit schwebender Biomasse

*Konstruktion*

Die Mikrostation besteht aus zwei Räumen. Der erste Raum dient zur Belüftung des zu klärenden Abwassers, welche mittels eines Belüfters (Belüftungspumpe) erfolgt. Der Belüfter kann eventuell intermittierend funktionieren. Der zweite Raum dient zum Absetzen und Trennen der Biomasse, der Schwebstoffe und des Abwassers.

Die Mikrostation muß derartig konstruiert sein, daß die Schlammansammlung auf 4/10 der gesamten Höhe des in der Mikrostation enthaltenen Abwassers erfolgt.

Der Absetzraum muß mit einer Auslaßvorrichtung ausgerüstet sein, die es vermeidet, daß die schwimmenden Teilchen zusammen mit dem geklärten Abwasser abgeleitet werden.

Die Belüftungs- und Absetzräume können nacheinander oder koaxial nebeneinander angelegt sein.

Die Mindestwasserhöhe in der Mikrostation beträgt 1,20 m.

Es muß eine Alarmpvorrichtung vorhanden sein, die im Falle von Betriebsstörungen der Mikrostation oder eines seiner Bauteile ausgeföhrt wird.

Die Mindestgesamtleistung beträgt:

- 200 l/EGW bei einem Minimum von 750 l für den Belüftungsraum;
- 200 l/EGW bei einem Minimum von 750 l für den Absetzraum.

*Wartung*

Die Schlämme des Absetzraums müssen jährlich von einem zugelassenen Grubenentleerer beseitigt werden. Der Belüfter muß regelmäßig, und auf jeden Fall mindestens einmal pro Jahr, überprüft werden. Zu dieser Gelegenheit sollte auch die gute Wirkung der Alarmpvorrichtung getestet werden.

## 4.7. Unterirdische Abwasserverrieselung

*Konstruktion*

Die unterirdische Abwasserverrieselung erfolgt durch Entwässerungsgräben.

Diese Gräben haben eine Tiefe von 50 bis 70 cm und eine Breite von 30 bis 80 cm je nach der Bodenbeschaffenheit. Der Abstand zwischen den Gräben beträgt ca. 2 bis 3 m, und ihre Länge hängt von der Anzahl Benutzer und der Durchlässigkeit des Bodens ab, jedoch darf sie 20 m nicht überschreiten.

Der Grabenboden ist mit einem filtrierenden Material gefüllt, wie z.B. Kiessplit oder Steine (Körnung 20/60). Die Höhe dieser Filterschicht beträgt ca. 15 cm. Die Sickerleitungen liegen horizontal auf diesem Kiesbett. Die Öffnungen in den Sickerleitungen bestehen aus 4 bis 6 mm breiten Schlitzlöchern, mit einem jeweiligen Abstand zwischen den Löchern von ca. 20 bis 30 cm. Die Fugen sind mit einem Streifen Bitumendachpappe oder Roofing bedeckt. Die Sickerleitungen sind mit einer 5 cm dicken Kiesschicht (Körnung 20/60) bedeckt.

Eine nichtfaulende und nichtkontaminierende Membrane wird anschließend über diese Kiesschicht gelegt, um irgendein Verschlusfrisiko zu vermeiden.

Der Graben wird dann mit Muttererde aufgefüllt.

Das Netz der Sickerleitungen wird auf einer möglichst horizontalen Fläche angelegt (einförmiges Sickern). Wenn das Gelände ein Gefälle von mehr als 5 cm/m aufweist, werden die Sickerleitungen quer zum Gefälle angelegt (d.h. parallel zu den Niveaulinien).

Am Ende des Sickerkreislaufs werden die Sickerleitungen durch eine Querleitung miteinander verbunden, an die ein vertikales Rohr zur Luftzirkulation angeschlossen ist. Das Außenende dieses Rohrs ist mit einem Schutzgitter versehen. Dieses Rohr kann eventuell durch belüftete Kontrollschächte ersetzt werden.

Die Dimensionierung einer solchen unterirdischen Verrieselungsanlage hängt von mehreren mit den Bodenmerkmalen zusammenhängenden Parametern ab, nämlich:

- dem Niveau der Grundwasserleitschicht;
- der Bodendurchlässigkeit;
- der unteren Schicht;
- den topographischen Merkmalen;
- der Nähe einer möglichen Trinkwasserabnahmestelle.

Die Dimensionierung der unterirdischen Verrieselungsanlage ist folgendermaßen auszuführen:

— für einen sandigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 50 und 500 mm/St. und einer Grundwasserleitschicht tiefer als 1,5 m zum Bodenniveau, muß die Grabenfläche 15 m<sup>2</sup> betragen, d.h. eine Länge von 25 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben.

— für einen sandigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 50 und 500 mm/St. und einer Grundwasserleitschichttiefe zwischen 1,5 m und 1 m zum Bodenniveau, muß die Grabenfläche 20 m<sup>2</sup> betragen, d.h. eine Länge von 35 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben.

— für einen sandig-lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 20 und 50 mm/St. und einer Grundwasserleitschicht tiefer als 1,5 m zum Bodenniveau, muß die Grabenfläche 25 m<sup>2</sup> betragen, d.h. eine Länge von 42 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben.

— für einen sandig-lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 20 und 50 mm/St. und einer Grundwasserleitschichttiefe zwischen 1,5 m und 1 m zum Bodenniveau, muß die Grabenfläche 30 m<sup>2</sup> betragen, d.h. eine Länge von 50 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben.

— für einen lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 10 und 20 mm/St. und einer Grundwasserleitschicht tiefer als 1,5 m zum Bodenniveau, muß die Grabenfläche 40 m<sup>2</sup> betragen, d.h. eine Länge von 70 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben.

— für einen lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 10 und 20 mm/St. und einer Grundwasserleitschichttiefe zwischen 1,5 m und 1 m zum Bodenniveau, muß die Grabenfläche 50 m<sup>2</sup> betragen, d.h. eine Länge von 85 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben.

#### *Wartung*

Die Wartung besteht darin, die korrekte Verteilung des Ableitwassers in die verschiedenen Sickerleitungen zu prüfen.

#### 4.8. Sandfilter

##### *Konstruktion*

Von unten nach oben gesehen besteht das Sandfilter aus:

— einer Schicht gewaschener Flußsand (0,2 bis 0,6 mm) — Schichtdicke: 60 — 70 cm;

— einer Kiesschicht (Körnung 20/80) — Schichtdicke: 25 — 30 cm. Innerhalb dieser Schicht werden die Sickerleitungen (Durchmesser 80 bis 100 mm) in Abständen von mindestens 1 m angelegt.

Die Öffnungen dieser Verteilungsrohre sind 4 bis 6 mm breite Schlitzlöcher, in Abständen von 20 bis 30 cm.

Die Sickerleitungen sind auf einer horizontalen Fläche angelegt. Am Ende des Sickerkreislaufs werden die Sickerleitungen durch eine Querleitung miteinander verbunden, an die ein vertikales Rohr zur Luftzirkulation angeschlossen ist. Das Außenende dieses Rohrs ist mit einem Schutzgitter versehen. Dieses Rohr kann eventuell durch belüftete Kontrollschächte ersetzt werden.

Eine nichtfaulende und nichtkontaminierende Membrane wird anschließend über diese Kiesschicht gelegt, um irgendein Verschlußrisiko zu vermeiden. Der Graben wird dann mit Muttererde (Schichtdicke: 15 bis 30 cm) aufgefüllt.

#### *Wartung*

Die Wartung besteht darin, die korrekte Verteilung des Ableitwassers in die verschiedenen Sickerleitungen zu überprüfen.

#### 4.9. Filtrierhügel

##### *Konstruktion*

Das natürliche Gelände muß vorerst abgeglichen werden. Ein Filtrierhügel besteht aus Sand über eine Höhe von 1 m, in dem die Entwässerungsgräben ausgeführt sind.

Die Entwässerungsgräben haben eine Breite von 0,80 bis 1,20 m, eine Tiefe von 60 cm und einen Abstand zwischeneinander von mindestens 1 m.

Die unteren 30 cm des Grabens sind mit Kies 10/80 gefüllt, in dem sich die Sickerleitungen befinden. Diese Rohre haben einen Durchmesser von 80 bis 100 mm.

Die Öffnungen in diesen Rohren sind 4 bis 6 mm breite Schlitzlöcher, in Abständen von 20 bis 30 cm. Eine nichtfaulende und nichtkontaminierende Membrane bedeckt die Entwässerungsgräben und den Sand, um jegliches Verschlußrisiko zu vermeiden. Die Membrane wird dann mit Muttererde (Schichtdicke: 25 cm) überdeckt.

Die erforderliche Oberfläche zur Installation dieses Filtrierhügels beträgt ca. 5 m<sup>2</sup> pro Einwohnergleichwert mit einer Minimalbodenfläche von 20 m<sup>2</sup>.

#### *Wartung*

Die Wartung besteht darin, in Höhe der Förderkammer nachzuprüfen, daß die Verteilung des abzuleitenden Abwassers korrekt stattfindet.

#### 4.10. Förderstation

##### *Konstruktion*

Die Förderstation besteht aus einer abgedichteten Kammer von mindestens 50 x 50 cm, mit abnehmbarem Deckel. Die Tiefe dieser Kammer hängt von der Ableittiefe des von der letzten Behandlungsvorrichtung der individuellen Kläreinheit stammenden Abwassers ab.

Sie enthält eine Förderpumpe mit Schwimmer, die das Abwasser zum Vorfluter abführt.

Es gilt, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um ein Aufsteigen der Förderstation zu vermeiden, insbesondere wenn der Boden mit Wasser durchtränkt ist.

Diese Förderstation muß ebenfalls die Aufnahme von Probemustern ermöglichen.

#### *Wartung*

Die Förderfunktion der Pumpe überprüfen. Sichergehen, daß sich auf dem Boden der Förderstation und in der Kontrollkammer keine Schlämme anhäufen. Diese Schlämme gegebenenfalls beseitigen.

#### 4.11. Kontrollkammer

Die Kontrollkammer dient zur Entnahme von Probemustern aus dem durch die individuelle Kläreinheit aufbereiteten Wasser, um die gute Wirkungsweise der Anlage zu überprüfen.

Diese Kontrollkammer befindet sich:

— sofort nach dem bakteriologischen Filter, wenn diese Vorrichtung vorgeschrieben wird;

— sofort nach der Mikrostation, wenn es diese Vorrichtung in der Anlage gibt.

*Konstruktion*

Es handelt sich um eine abgedichtete Kammer mit Minimalabmessungen von 50 x 50 cm. Sie muß mit einem abnehmbaren Deckel versehen sein, und einen Niveau-Unterschied von ca. 20 cm zwischen Ein- und Auslaß aufweisen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

## Anlage III

## SEKTORBEZOGENE EMISSIONSBEDINGUNGEN FÜR INDIVIDUELLE KLÄRANLAGEN

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringering (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB, bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	25 mg/l O <sub>2</sub>	70 — 90	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünfägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs.
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/l O <sub>2</sub>	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Schwebstoffe insgesamt (4)	60 mg/l	70	— Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembran von 0,45 µm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen.  — Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Schwebstoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Bedarf an Sauerstoff (TOD), wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN



## Anlage IV

## GENEHMIGUNGSANTRAG FÜR INDIVIDUELLE KLÄREINHEITEN UND INDIVIDUELLE KLÄRANLAGEN

1. Inhalt des Genehmigungsantrags, was die Ausrüstung einer in einem schwachbewohnten Gebiet befindlichen Wohnung mit einer individuellen Kläreinheit oder einer individuellen Kläranlage angeht

## a) Identifizierung des Antragstellers

— wenn es sich um eine natürliche Person handelt

Name:	Vorname:
Straße:	Nr. /
Postleitzahl:	Gemeinde:

— wenn es sich um eine juristische Person handelt

Bezeichnung:	Rechtsform:
Gesellschaftssitz:	
Straße:	Nr. /
Postleitzahl:	Gemeinde:

b) Beschreibung der Wohnung, die entweder mit einer individuellen Kläreinheit oder mit einer individuellen Kläranlage ausgerüstet werden muß

— Ortslage	
Straße:	Nr. /
Postleitzahl:	Gemeinde:

— Funktion(en) des Gebäudes:

— Anzahl Bewohner der Wohnung: Einwohnergleichwert:

— Topographische Bedingungen des Geländes, auf dem sich die Wohnung befindet:

## c) Identifizierung des Antragsgegenstands

individuelle Kläreinheit

individuelle Kläranlage

## Identifizierung der individuellen Klärungskategorie

1° Geplante Kategorie

Kategorie A

Kategorie B

Kategorie C

Kategorie D

Kategorie E

Kategorie F

Kategorie G

2° Das geklärte Abwasser wird in

ein Oberflächengewässer

einen künstlichen Ableitweg

den Boden

abgeleitet

Falls das geklärte Abwasser in den Boden abgeleitet wird, welche sind dann:

die Tiefe

das Bodengefälle

die Bodendurchlässigkeit bei 60 cm Tiefe

die Bodendurchlässigkeit bei 2 m Tiefe

die geplante hydraulische Belastung

die Bodenbeschaffenheit

## Beschreibung der individuellen Kläranlage

1° Welche Bauteile werden vorgesehen

2° Das geklärte Abwasser wird in

ein Oberflächengewässer

einen künstlichen Ableitweg

den Boden

abgeleitet

2. Inhalt des Genehmigungsantrags, was die Ausrüstung einer außerhalb eines schwachbewohnten Gebiets befindlichen Wohnung mit einer individuellen Kläreinheit oder einer in einem schwachbewohnten Gebiet befindlichen Wohnung mit einer individuellen Kläranlage angeht (Artikel 9)

Die Positionen a, b, und c des Genehmigungsantrags für die Ausrüstung einer in einem schwachbewohnten Gebiet befindlichen Wohnung mit einer individuellen Kläreinheit oder einer individuellen Kläranlage.

Eine Position d wie folgt:

d) Rechtfertigung des Anspruchs auf eine individuelle Kläreinheit oder -anlage

1° Kopie des Katasterplans;

2° Beschreibung der anliegenden, bereits kanalisiertierten Straßen und Wege und gegebenenfalls der anliegenden Straßen und Wege, die aufgrund des allgemeinen städtischen Entwässerungsplans mit Kanalisationen ausgerüstet werden müssen;

3° Beschreibung der technischen Schwierigkeiten bei den Arbeiten zum Anschluß der Wohnung an die Kanalisation;

4° Einschätzung der Kosten für den Anschluß der Wohnung an die Kanalisation und die Rechtfertigung des übermäßigen Charakters dieser Kosten.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON.

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

—  
Anlage V

#### ANTRAG ZUR ZULASSUNG ALS KONTROLLEUR VON INDIVIDUELLEN KLÄREINHEITEN

Dieser Antrag ist an folgende Anschrift zu senden:

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt — Abteilung Wasserwesen — Dienst für Abwasserklärung —  
Avenue Prince de Liège, 15 — 5100 JAMBES (Namur) — Tel.: 081/32.12.11.

#### ANTRAG ZUR ZULASSUNG ALS KONTROLLEUR VON INDIVIDUELLEN KLÄREINHEITEN

a) Verantwortliche natürliche Person

Name:	Vorname:
Anschrift:	
Straße:	Nr. /
Postleitzahl:	Gemeinde:

b) Juristische Person

Bezeichnung:	Rechtsform:
Gesellschaftssitz:	
Anschrift:	
Straße:	Nr. /
Postleitzahl:	Gemeinde:
Tel.-Nr.:	Fax-Nr.:

vertreten durch:

Name:	Vorname:
in seiner / ihrer Eigenschaft als:	

Kontaktadresse:	
Straße:	Nr. /
Postleitzahl:	Gemeinde:

beantragt die Zulassung der Wallonischen Region als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten

Auskünfte

a) Natürliche Person

I. Ausbildung

Allgemeine und spezifische Ausbildung im Bereich der Aufbereitung von häuslichem Abwasser:

## II. Berufserfahrung

Aktuelle Berufsbeschäftigung:

Berufserfahrung im Bereich der Aufbereitung von häuslichem Abwasser:

Dauer dieser Berufsbeschäftigung:

Technische Hilfsmittel bei der Ausübung dieser Funktion:

Nachweisbare Verwirklichungen und Referenzen:

## b) Juristische Person

Person(en), die im Namen der juristischen Person mit der Ausübung der Kontrollaufgabe beauftragt ist (sind):

Für jede dieser Personen bitten wir Sie, die Ausbildung und berufliche Erfahrung nach dem obenstehenden Muster für natürliche Personen zu erwähnen.

Geschrieben zu: ....., den .....

(Unterschrift)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

## Anlage VI

## KONTROLLBESCHEINIGUNG EINER INDIVIDUELLEN KLÄREINHEIT

Diese Bescheinigung ist der Verwaltung der Gemeinde, in der sich die individuelle Kläreinheit befindet, zuzusenden

## KONTROLLBESCHEINIGUNG EINER INDIVIDUELLEN KLÄREINHEIT

## Identifizierung des Kontrolleurs

— *Natürliche Person:*

Name:

Vorname:

Anschrift:

Straße:

Nr.

Postleitzahl:

Gemeinde:

— *Juristische Person:*

Bezeichnung:

Rechtsform:

Gesellschaftssitz:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Durch den Minister als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten zugelassen

unter Nr.:

Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*:

## Identifizierung des Antragstellers und Beschreibung der individuellen Kläreinheit

Name:

Vorname:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

## Beschreibung der individuellen Kläreinheit:

Funktion des Gebäudes:

Lagebestimmung:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Anzahl Bewohner der Wohnung:

EGW-Anzahl:

## DER ZUGELASSENE KONTROLLEUR ERKLÄRT:

1° daß er die im vorliegenden Formular identifizierte Kläreinheit in an Ort und Stelle installiertem und betriebsfertigem Zustand, jedoch vor der Auffüllung der Ausgrabungen, mit kompletten Anschlüssen an stabil angelegte Geräte, überprüft hat;

2° daß er festgestellt hat, daß die individuelle Kläreinheit wie folgt aussieht:  
(Diagramm des Klärungsschemas mit Angabe der Volumen in jeder der Vorrichtungen)

3° daß er einen Ablauftest ab jedem sanitären Gerät der Wohnung ausgeführt hat;

4° und daß er am Ende dieses Besuchs festgestellt hat, daß die individuelle Kläranlage:  
— den sektorbezogenen Betriebsbedingungen nach Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser genügt;  
— den sektorbezogenen Betriebsbedingungen nach Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser nicht genügt, und zwar aus folgenden Gründen:

Geschehen zu ....., am .....

Unterschrift (und Eigenschaft wenn der Unterzeichner im Name einer juristischen Person auftritt).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

## Anlage VII

## KONTROLLBESCHEINIGUNG EINER INDIVIDUELLEN KLÄRANLAGE

Diese Bescheinigung ist der Verwaltung der Gemeinde, in der sich die individuelle Kläranlage befindet, zuzusenden

## KONTROLLBESCHEINIGUNG EINER INDIVIDUELLEN KLÄRANLAGE

Identifizierung des mit der Kontrolle beauftragten Verwaltungsbediensteten

Name: \_\_\_\_\_ Vorname: \_\_\_\_\_  
Abteilung: \_\_\_\_\_

Identifizierung des Antragstellers und Beschreibung der individuellen Kläranlage

Name: \_\_\_\_\_ Vorname: \_\_\_\_\_  
Straße: \_\_\_\_\_ Nr.: \_\_\_\_\_  
Postleitzahl: \_\_\_\_\_ Gemeinde: \_\_\_\_\_

Beschreibung der individuellen Kläranlage:

Funktion des Gebäudes:

Lagebestimmung:

Straße:

Postleitzahl:

Anzahl Bewohner der Wohnung:

Nr.:

Gemeinde:

EGW-Anzahl:

## ERKLÄRT:

1° daß er die im vorliegenden Formular identifizierte Kläranlage in an Ort und Stelle installiertem und betriebsbereitem Zustand, jedoch vor der Auffüllung der Ausgrabungen, mit kompletten Anschlüssen an stabil angelegte Geräte, überprüft hat;

2° daß er festgestellt hat, daß die individuelle Kläranlage wie folgt aussieht:

(Diagramm des Klärungsschemas mit Angabe der Volumen in jeder der Vorrichtungen)

3° daß er einen Ablauftest ab jedem sanitären Gerät der Wohnung ausgeführt hat;

4° und daß er am Ende dieses Besuchs festgestellt hat, daß die individuelle Kläranlage:

— den sektorbezogenen Betriebsbedingungen nach Anlage III des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser genügt;

— den sektorbezogenen Betriebsbedingungen nach Anlage III des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser nicht genügt, und zwar aus folgenden Gründen:

Geschehen zu ....., am .....

Unterschrift des Verwaltungsbediensteten

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 743

[C — WIN — I — 27148]

8 DECEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering  
houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, inzonderheid op de artikelen 2, 32, 34, 35 en 39;

Overwegende dat de sectoriële werkingsvoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden zijn vastgelegd op basis van wetenschappelijke analyses waarvan de doeltreffendheid inzake milieubescherming bewezen is;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 4 mei 1994;

Gelet op het advies van de adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, gegeven op 14 juni 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Decreet" : het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging;

2° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering belast met Waterbeleid;

3° "Bestuur" : de "Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° "Bevoegde zuiveringsinstelling" : de overeenkomstig artikel 17 van het decreet erkende vereniging van gemeenten in het rechtsgebied waarvan de betrokken agglomeratie gelegen is;

5° "Algemeen gemeentelijk afwateringsplan" : het algemeen gemeentelijk afwateringsplan goedgekeurd door de Minister krachtens het besluit van de Waalse Gewestsexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regels voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen;

6° "Agglomeratie" : gebied waar de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn voor de opvang van stedelijk afvalwater dat vervolgens naar een waterzuiveringsinstallatie of een definitieve lozingsplaats moet worden afgevoerd;

7° "Dunbevolkte gebieden" : de dunbevolkte gebieden zoals vermeld op het algemeen gemeentelijk afwateringsplan krachtens artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regels voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen.

8° "Stedelijk afvalwater" : al het afvalwater dat krachtens het decreet in een riolering of een opvangsysteem kan worden geloosd;

9° "Eutrofiëring" : een verrijking van het water door nutriënten, vooral stikstof- en/of fosforverbindingen, die leidt tot een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen met als gevolg een ongewenste verstoring van het evenwicht tussen de verschillende in het water aanwezige organismen en een verslechtering van de waterkwaliteit;

10° "Inwonerequivalent" (i.e.) : de biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik gedurende vijf dagen (BZV5) van 60 g zuurstof per dag;

11° "Woning" : elk gebouw dat stedelijk afvalwater loost;

12° "Dispersiedraineerbuizen" : geheel van draineerbuizen aangelegd onder de grondoppervlakte om waterafvoer mogelijk maken;

13° "Individuele zuiveringsseenheid en individuele zuiveringsinstallatie" : installatie voor de zuivering, onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden, van het door één of verschillende naburige woningen geloosde stedelijk afvalwater.

14° "Riolering" : de riolering zoals bedoeld in artikel 2, 4°, van het decreet;

15° "Verzamelleiding" : de verzamelleidingen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet.

**Art. 2.** De Minister wijst de in de hiernavermelde categorieën ingedeelde watermassa's aan als kwetsbare gebieden :

1° natuurlijke zoetwatermeren of andere zoetwatermassa's die eutroof zijn of het in de nabije toekomst kunnen worden indien geen beschermende maatregelen worden genomen;

2° de gebieden voor de winning van drinkbaar water, zoals riviergedeelten of oppervlaktewateren, die een hogere nitraatconcentratie dan 50 mg per liter bevatten of zouden kunnen bevatten indien geen maatregelen worden genomen.

**Art. 3.** Op voorstel van het Bestuur en op advies van de bevoegde zuiveringsinstelling wijst de Minister de agglomeraties aan waarvan het aantal i.e. hoger of gelijk is aan 2000. Hij bakent de omtrek ervan af op basis van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen.

Hij geeft voor iedere agglomeratie aan of het aantal i.e. hoger is dan 10 000 en 15 000.

De agglomeraties worden vóór 31 december 1996 aangewezen.

**Art. 4. § 1.** Elke agglomeratie moet van rioleringen en opvangsystemen voorzien zijn :

1° uiterlijk op 31 december 1998 voor agglomeraties met meer dan 10 000 i.e. en als het stedelijk afvalwater geloosd wordt in een bekken van een kwetsbaar gebied bedoeld in artikel 2;

2° uiterlijk op 31 december 2000 voor agglomeraties met meer dan 15 000 i.e.;

3° uiterlijk op 31 december 2005 voor agglomeraties met 2 000 tot 15 000 i.e.

§ 2. De gemeenten moeten de op hun grondgebied gelegen agglomeraties binnen de in § 1 bedoelde termijnen van rioleringen voorzien.

De rioleringen worden zodanig aangelegd dat lekkages worden beperkt en dat controle en onderhoud vlot kunnen worden uitgevoerd.

De afwateringswerken worden bedacht en gedimensioneerd om de uit de overbelastingen voortvloeiende verontreiniging van de ontvangende wateren te beperken. De maatregelen worden genomen op grond van de verdunningspercentages of de capaciteit in verhouding tot het debiet bij droog weer.

**Art. 5. § 1.** Buiten een dunbevolkt gebied moeten de woningen gelegen langs een weg die reeds van rioleringen is voorzien, erop aangesloten worden binnen zes jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Deze termijn wordt tot drie jaar teruggebracht als de riolering aangesloten is op een openbare waterzuiveringsinstallatie in staat van werking.

§ 2. Buiten een dunbevolkt gebied moeten de woningen gelegen langs een weg die van rioleringen wordt voorzien na de inwerkingtreding van dit besluit, erop aangesloten worden tijdens de afwateringswerken.

**Art. 6.** Zodra de woning op de riolering is aangesloten, moet het stedelijk afvalwater uitsluitend en rechtstreeks via die riolering worden geloosd.

De waterafvoer geschiedt hetzij door zwaartekracht, hetzij d.m.v. een pompsysteem.

Regenwater kan echter worden afgevoerd via verliesputten, dispersiedraineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewateren.

**Art. 7.** In afwijking van artikel 5, als de aansluiting van een woning op een riolering omwille van technische problemen overdreven kosten veroorzaakt, kan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de woning gelegen is, overeenkomstig artikel 9, in plaats van de aansluiting op de riolering het gebruik toelaten :

1° van een individuele zuiveringsseenheid die voldoet aan de sectoriële werkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage II bij dit besluit, voor woningen waarvan de vuilvracht, berekend volgens de modaliteiten van bijlage I, niet meer dan 20 i.e. bedraagt;

2° van een individuele zuiveringsinstallatie die voldoet aan de sectoriële emissievoorwaarden bedoeld in bijlage III bij dit besluit, voor woningen waarvan de vuilvracht 20 i.e. overschrijdt.

**Art. 8. § 1.** De in een dunbevolkt gebied gelegen woning waarvan de volgens de modaliteiten van bijlage I berekende vuilvracht niet meer dan 20 i.e. bedraagt, moet voorzien zijn van een individuele zuiveringsseenheid die voldoet aan de sectoriële werkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage II bij dit besluit.

De in een dunbevolkt gebied gelegen woning waarvan de vuilvracht 20 i.e. overschrijdt, moet voorzien zijn van een individuele zuiveringsinstallatie die voldoet aan de sectoriële emissievoorwaarden bedoeld in bijlage III bij dit besluit.

De plaatsing en de werking van individuele zuiveringseenheden en -installaties zijn overeenkomstig artikel 9 aan een machtiging onderworpen.

§ 2. De zuiveringssystemen worden onmiddellijk geplaatst, behalve voor bestaande woningen die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit beschikken over een termijn van zes of vijftien jaar om er mee uitgerust te worden, naar gelang het gaat om een woning waarvan de totale hoeveelheid voortgebracht stedelijk afvalwater al dan niet 20 i.e. overschrijdt.

**Art. 9. § 1.** De persoon die zelf moet zorgen voor de aansluiting van haar woning op een riolering en de in artikel 7 bedoelde afwijking wenst te genieten, moet het in bijlage IV bedoelde aanvraagformulier behoorlijk ingevuld binnen zestig dagen vanaf de datum van de krachtens artikel 5 verplichte aansluiting in tweevoud bij het college van burgemeester en schepenen indienen.

De persoon die krachtens artikel 8 verplicht is haar woning van een individuele zuiveringseenheid of -installatie te voorzien, moet het in bijlage IV bedoelde aanvraagformulier, binnen zestig dagen behoorlijk ingevuld in tweevoud, bij het college van burgemeester en schepenen indienen.

§ 2. Binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier bezorgt het college van burgemeester en schepenen het Bestuur een afschrift van het dossier voor :

- 1° de krachtens artikel 7 ingediende afwijkingsaanvragen betreffende individuele zuiveringseenheden of -installaties;
- 2° de krachtens artikel 8 ingediende aanvragen betreffende individuele zuiveringsinstallaties.

Het Bestuur beschikt over veertig dagen om advies uit te brengen, waarna het advies geacht wordt gunstig te zijn.

Na ontvangst van het advies of na verstrijken van de termijn waarin het Bestuur zich moet uitspreken, beschikt het college van burgemeester en schepenen over twintig dagen om over de aanvraag te beslissen. Zijn beslissing, genomen op eensluidend advies van het Bestuur, moet met redenen omkleed zijn.

Voor de krachtens artikel 8 ingediende aanvragen betreffende individuele zuiveringseenheden beschikt het college van burgemeester en schepenen over dertig dagen om de aanvraag te onderzoeken en erover te beslissen.

§ 3. Als een krachtens artikel 7 ingediende afwijkingsaanvraag verworpen wordt, moet de aansluiting binnen de in artikel 5 bedoelde termijn plaatsvinden.

§ 4. Voor woningen die een krachtens § 2 toegekende machtiging genieten, moet het stedelijk afvalwater verplicht geloosd worden via de individuele zuiveringseenheid of -installatie zodra deze geplaatst is.

**Art. 10.** Elke persoon die krachtens artikel 9 een individuele zuiveringseenheid of -installatie mag gebruiken, moet ervoor zorgen dat ze goed functioneert, de omgeving geen hinder berokkent en het oppervlakte- noch het grondwater verontreinigt.

De persoon die een individuele zuiveringseenheid mag gebruiken, moet de plaatsing ervan, tijdens de aansluiting en vóór de ingaving, laten controleren door een overeenkomstig artikel 11 erkende controleur en de gemeentelijke overheid het in bijlage VI bij dit besluit bedoelde controlebewijs vóór de ingebruikneming bezorgen.

De persoon die een individuele zuiveringsinstallatie mag gebruiken, moet de plaatsing ervan, tijdens de aansluiting en vóór de ingaving, laten controleren door een ambtenaar van het Bestuur, die het in bijlage VII bij dit besluit bedoelde controlebewijs invult. Binnen vijf dagen na de controle stuurt het Bestuur een afschrift van het bewijs aan de gemeentelijke overheid.

**Art. 11.** Elke natuurlijke of rechtspersoon mag een aanvraag om erkenning als controleur van een individuele zuiveringseenheid bij aangetekend schrijven bij de Minister indienen.

De erkenningsaanvraag wordt ingediend d.m.v. het formulier bedoeld in bijlage V bij dit besluit.

De Minister kan de overlegging eisen van elk bijkomend stuk of inlichting waarbij is vastgesteld dat de aanvrager over voldoende technische middelen beschikt.

Op advies van het Bestuur beslist de Minister binnen drie maanden na indiening van de aanvraag.

De erkenning als controleur van een individuele zuiveringseenheid wordt voor een termijn van maximum vijf jaar toegekend. De beslissing tot toekenning van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Na de houder van de erkenning in staat te hebben gesteld zijn middelen van verdediging te doen gelden, kan de Minister onder de volgende voorwaarden tot de intrekking van de erkenning overgaan :

1° als de erkende controleur oordeelt dat een individuele zuiveringseenheid conform is hoewel ze niet beantwoordt aan de in bijlage II bedoelde normen;

2° als de controleur niet meer beschikt over de nodige technische bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen.

**Art. 12.** De gemeenten maken het in artikel 34, § 1, van het decreet bedoelde rapport op en sturen het aan de Minister binnen zes maanden na goedkeuring van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan door deze laatste en hoe dan ook vóór 31 december 1996.

Het rapport bevat o.a. volgende gegevens die in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan voorkomen :

1° een overzicht m.b.t. de afvoer en de behandeling van het afvalwater van de op hun grondgebied gelegen woningen, met :

a) voor de afgewaterde gebieden :

- het totaal aantal woningen;
- het aantal woningen aangesloten op de riolering;
- het aantal woningen waarvan het afvalwater door een openbaar zuiveringsstation wordt behandeld;

b) voor dunbevolkte gebieden :

- het totaal aantal woningen;
- het aantal woningen voorzien van een individuele zuiveringseenheid;
- 2° het programma van de afwateringswerken voor de af te wateren gebieden en een overzicht ervan met :
  - het totaal aantal woningen die niet op de riolering zijn aangesloten maar het zullen moeten zijn;
  - het aantal woningen die na voltooiing van de afwateringswerken op de riolering aangesloten zullen worden;
  - het aantal woningen waarvan het afvalwater na voltooiing van de afwateringswerken door een openbaar zuiveringsstation behandeld zal worden.

**Art. 13.** De gemeenten wijzigen hun afwateringsreglementen binnen vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit om ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit besluit.

**Art. 14.** De bepalingen van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming zijn niet meer van toepassing op de overeenkomstig artikel 9 toegelaten individuele zuiveringseenheden en -installaties.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheden Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

#### Bijlage I

#### BEGRIJ INWONEREQUIVALENT

De nuttige capaciteit van de zuiveringssystemen voor stedelijk afvalwater wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten van de op de zuiveringseenheid of -installatie aangesloten woning of wooncomplexen.

Gemakshalve wordt er vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht, zowel voor cengezinswoningen als voor wooncomplexen, uitgedrukt wordt door een aantal inwonerequivalenten dat gelijk is aan het aantal bewoners.

Voor de andere woningen die uitsluitend huishoudelijk afvalwater voortbrengen wordt het aantal inwonerequivalenten berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalenten (i.e.)
Fabriek, werkplaats	1 arbeider : 1/2 i.e.
Kantoor	1 bediende : 1/3 i.e.
School zonder baden, stortbaden noch keuken (externaat)*	1 leerling : 1/10 i.e.
School met baden en zonder keuken (externaat)*	1 leerling : 1/5 i.e.
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling : 1/3 i.e.
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling : 1 i.e.
Hotel, pension*	1 bed : 1 i.e.
Camping*	1 persoon (voorzien) : 1/2 i.e.
Kazerne, verblijfcamping*	1 persoon (voorzien) : 1 i.e.
Restaurant met een normaal debiet*	1 plaats : 1/3 i.e.
Restaurant waarvan elke plaats	
10 keer/dag	1 plaats : 3 i.e.
11 à 14 keer/dag	1 plaats : 4 i.e.
15 à 18 keer/dag* bezet is	1 plaats : 5 i.e.
Theater, bioscoop, feestzaal*	1 plaats : 1/30 i.e.
Sportpark*	1 plaats : 1/20 i.e.

Voor de met een \* aangeduide gebouwen of complexen moet het op grond van de tabel berekend aantal i.e. verhoogd worden met 1/2 i.e. per personeelslid dat in de instelling is tewerkgesteld.

Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit moet rekening worden gehouden met een eventuele vermeerdering (forfaitair op 15 % vastgelegd) van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN



## Bijlage II

## SECTORIELE WERKINGSVOORWAARDEN VOOR INDIVIDUELE ZUIVERINGSEENHEDEN

## 1. Algemene exploitatievoorwaarden

- 1° Alle in punt 4 bedoelde elementen moeten buiten de woning worden geplaatst;
- 2° het regenwater mag in geen geval langs één van de elementen van de zuiveringseenheid vloeien daar deze eenheid alleen voor stedelijk afvalwater bestemd is;
- 3° elk element van een individuele zuiveringseenheid moet voorzien zijn van een opening van minimum 50 X 50 cm met een afneembaar deksel om te kunnen controleren of de apparatuur functioneert en om ze te kunnen onderhouden;
- 4° de individuele zuiveringseenheid moet onderhouden worden door een putruimer erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1992 betreffende de ruiming van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen alsmede de verspreiding van het slijk ervan;
- 5° tussen de ontvetter en de bacteriefilter moet een inspectieput geplaatst worden;
- 6° na het laatste element van de onder punt 2, categorieën A tot F, geïdentificeerde individuele zuiveringseenheid moet een controlepost geplaatst worden;
- 7° er moet een opvoerpomp worden voorzien als de topografie zwaartekrachtafvoer niet toelaat;
- 8° het was- of hernelwater dat met olieën of brandstoffen in contact komt, moet langs een koolwaterstofafscheider alvorens behandeld te worden in een individuele zuiveringseenheid die ingedeeld is in een categorie opgenomen onder punt 2.

## 2. Identificatie van de individuele zuiveringscategorieën

*Categorie A*

Het keukenwater komt in een ontvetter terecht alvorens met ander stedelijk afvalwater naar een septische put te worden afgevoerd. Het uit de septische put komende afvalwater wordt vervolgens in een aërobe bacteriefilter behandeld.

*Categorie B*

Het keukenwater dat noch slib noch zware afval bevat, komt in een ontvetter terecht alvorens met ander stedelijk afvalwater naar een bezinkput met twee verdiepingen te worden afgevoerd. Het uit de bezinkput komende afvalwater wordt vervolgens in een aërobe bacteriefilter behandeld.

*Categorie C*

Het keukenwater komt terecht in een ontvetter alvorens met ander stedelijk afvalwater voor behandeling naar een microstation te worden afgevoerd.

*Categorie D*

Het afvalwater wordt volgens één van de categorieën A tot C behandeld. Het gezuiverde afvalwater afkomstig van het laatste element van de individuele zuiveringseenheid wordt d.m.v. ondergrondse verspreiding afgevoerd.

*Categorie E*

Het afvalwater wordt volgens één van de categorieën A tot C behandeld. Het gezuiverde afvalwater afkomstig van het laatste element van de individuele zuiveringseenheid wordt via een zandfilter afgevoerd.

*Categorie F*

Het afvalwater wordt volgens één van de categorieën A tot C behandeld. Het gezuiverde afvalwater afkomstig van het laatste element van de individuele zuiveringseenheid wordt via een filtreerheugel afgevoerd.

*Categorie G*

Het voortgebrachte stedelijk afvalwater wordt opgevangen in een waterdichte put die geruimd moet worden.

## 3. Gebruiksvoorwaarden voor de categorieën individuele zuiveringseenheden

3.1. Bij lozing van gezuiverd afvalwater in een oppervlaktewater of in een kunstmatige afwateringsweg komt slechts één van de categorieën A tot C in aanmerking.

3.2. Alleen categorie D komt in aanmerking als het gezuiverd afvalwater in de grond wordt geloosd en de grond de volgende voorwaarden vervult :

- a) de grondwaterstand overschrijdt 1 m;
- b) de helling van het terrein bedraagt minder dan 8 %;
- c) de bodemdoorlatendheid (K) is groter dan 10 mm/u;
- d) de diepte van het dak van de doorlatende laag bedraagt meer dan 2 m;
- e) de diepte van het dak van de ondoorlatende laag bedraagt meer dan 2 m;
- f) de hydraulische belasting bedraagt niet meer dan 7 l/m<sup>2</sup> per dag;
- g) de bodemstructuur is leemachtig tot zanderig.

3.3. Als het gezuiverd afvalwater in de grond wordt geloosd en de grond niet beantwoordt aan één van de voorwaarden a), b), d) of e) van punt 3.2., komt alleen categorie F in aanmerking.

3.4. Als het gezuiverd afvalwater in de grond wordt geloosd en de grond niet beantwoordt aan één van de voorwaarden f) of g) van punt 3.2., mag alleen categorie E in aanmerking genomen worden.

3.5. Als het gezuiverd afvalwater niet geloosd kan worden in een oppervlaktewater, een kunstmatige afwateringsweg, of in de grond (voorwaarde c) niet vervuld of onvoldoende beschikbare oppervlakte), komt alleen categorie G voor de bestaande woningen in aanmerking.

Voor een nieuwe woning wordt het bouwproject geweigerd.

## 4. Omschrijving van de elementen van de verschillende categorieën individuele zuiveringseenheden

## 4.1. Koolwaterstofafscheider (dichtheid kleiner dan 1)

*Ontwerp*

De binnenkant van de koolwaterstofafscheider bevat 2 hellende vlakken die het afscheidingsvak afbakenen en minstens 0,10 m van de vlakken van de afscheider verwijderd zijn; de afstand tussen die vlakken is groter dan de breedte van de afscheider.

De wateroppervlakte in het afscheidingsvak bedraagt 0,25 m<sup>2</sup> per liter/seconde van het piekdebiet van het afvalwater als de lichte vloeistof uit benzine, olie of stookolie bestaat en 0,40 m<sup>2</sup> per liter/seconde als ze uit smeerolie bestaat.

Het afscheidingsvak moet het afvalwater minstens 3 minuten tegenhouden als de lichte vloeistof uit benzine, olie of stookolie bestaat en 4 minuten als ze uit smeerolie bestaat.

De in liter uitgedrukte nuttige capaciteit van het onder het wateroppervlak gelegen afscheidingsvak wordt verkregen door vermenigvuldiging van het piekdebiet, uitgedrukt in liter/seconde, met de helft van de in seconden uitgedrukte retentieduur. De maximale hoeveelheid lichte vloeistoffen tussen de ondergedompelde gedeelten van de hellende vlakken moet overeenstemmen met de opvang van één maand, geraamd op basis van de beschikbare gegevens. Het minst ondergedompelde hellende vlak moet minstens 0,20 m onder water staan.

Als het afvalwater eventueel slib in suspensie bevat, moet de afscheider ingediept worden zodat het slib een maand lang kan bezinken zonder de werking van de afscheider te storen, of moet een slibafscheider stroomopwaarts de afscheider worden geplaatst. De specifieke oppervlakte van die slibafscheider moet groter zijn dan 0,10 m<sup>2</sup> per liter/seconde. De diepte ervan onder het waterniveau moet eveneens slibbezinking gedurende een maand toelaten.

Het opslagvak moet automatisch kunnen worden afgesloten als het volgelopen is en voorzien worden van een alarm met visuele of geluidssignalen.

*Onderhoud*

Het onderhoud bestaat in het ruimen van het opslagvak met de lichte vloeistoffen die voor een specifieke behandeling afgevoerd moeten worden.

## 4.2. Ontvetter

*Ontwerp*

De binnenkant van de vetafscheider moet van bij de ingang achtereenvolgens drie verticale binnenwanden P1, P2 en P3 bevatten die keerplaten vormen en waarvan alleen de wand P2 met de bodem van het afscheidingsvak in contact komt. De wand P1, die het minst ondergedompeld is, moet minstens 0,25 m onder water staan.

De vetten worden aan de oppervlakte tegengehouden tussen de losse wanden P1 en P3 die het afscheidingsvak afbakenen en minstens 0,10 cm van de wanden van de afscheider verwijderd zijn. De afscheidingsoppervlakte is gelijk aan minstens 0,25 m<sup>2</sup> per liter/seconde van het inkomende debiet.

De afstand tussen de twee wanden P1 en P3 moet minstens 1,5 keer groter zijn dan de breedte van de afscheider.

De minimumcapaciteit bedraagt 500 l. De in liter uitgedrukte nuttige capaciteit van het onder het waterniveau gelegen afscheidingsvak wordt verkregen door vermenigvuldiging van het eventuele piekdebiet, uitgedrukt in liter/seconde, met de retentieduur die gelijk is aan 240 seconden.

Als het huishoudelijk afvalwater slijk of zware afvalstoffen dreigt te bevatten (dichtheid groter dan 1), moet stroomopwaarts de vetafscheider een met een verwijderbare korf uitgeruste slibafscheider worden geplaatst. De nuttige capaciteit van de slibafscheider bedraagt 200 liter per seconde piekdebiet, met een minimum van 200 liter.

*Onderhoud*

De vetten afschuimen zodra de laagdikte 15 cm bedraagt.

## 4.3. Septische put

*Ontwerp*

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen :

- de septische put "sanitair water", die slechts het afvalwater van wc's en urinoirs opvangt;
- de septische put "alle waters", die al het stedelijk afvalwater opvangt (afwas- en keukenwater, water van lokalenreiniging, sanitair, enz...).

De septische put bestaat uit minimum twee kamers waarvan de eerste, die het afvalwater ontvangt, een capaciteit heeft die gelijk is aan 2/3 van de totale capaciteit. Hij kan worden voorzien van drie kamers waarvan de respectievelijke capaciteiten dan in de verhouding 6-3-1 liggen.

De minimale hoogte onder het wateroppervlak bedraagt 1 m. De vrije ruimte tussen dat oppervlak en het plafond van de septische put bedraagt minstens 0,30 m. Het vak stroomopwaarts moet van een beluchting voorzien zijn.

Een aan de ingang van de septische put gelegen element moet de snelheid van de inkomende stroom breken. Het uiteinde van dat element moet zich op minstens 60 cm van de bodem van de septische put bevinden.

De uitgang van de afvoerleiding bevindt zich +/- 20 cm onder het wateroppervlak.

Septische put "sanitair water"

De nuttige totale capaciteit (onder het wateroppervlak) van die septische put bedraagt minimum :

- 300 l per i.e. voor een aantal i.e. tussen 1 en 10, met een minimum van 1 500 l;
- 225 l per i.e. voor een aantal i.e. dat hoger is dan 10, met een minimum van 3 000 l.

Septische put "alle waters"

De nuttige totale capaciteit ervan bedraagt minimum :

- 600 l per i.e. voor een aantal i.e. tussen 1 en 10, met een minimum van 1 500 l;
- 450 l per i.e. voor een aantal i.e. dat hoger is dan 10, met een minimum van 6 000 l.

*Onderhoud*

De septische put moet uiterlijk vóór het verstrijken van het derde werkingsjaar door een erkende ruimer geledigd worden. In bepaalde werkingsomstandigheden moet hij vaker geledigd worden, met name als de sliblaag op de bodem van de septische put 30 cm bereikt.

Bij het ledigen moet 5 cm slib op de bodem van de eerste kamer van de septische put achterblijven. De drijfslag moet volledig weggenomen worden.

Het onderhoud geldt ook voor de verluchtingspijp.

De septische put moet met klaar water worden gevuld alvorens opnieuw in werking te worden gesteld.

## 4.4. Bezinkput met twee verdiepingen

*Ontwerp*

De put bestaat uit twee vakken: een bezinkvak en een uitrotingsvak. Het eigenlijke bezinkvak wordt begrensd door de wand van de put en door twee hellende vlakken waarlangs het afval naar het uitrotingsvak stroomt. Een scheidingsselement verhindert het terugvloeiën van het uitrotings-slib en de gassen naar het bezinkvak.

Het waterpeil bedraagt minstens 1 m en de beschikbare hoogte tussen het wateroppervlak en het plafond van de bezinkput moet minstens 30 cm bedragen.

De put moet verlucht worden in zijn stroomopwaartse gedeelte.

De nuttige capaciteit van het bezinkvak moet minstens 25 l per i.e. bedragen, met een minimum van 250 l, boven het horizontale vlak in contact met de onderste rand van het kortste hellende vlak.

De nuttige capaciteit van het bezinkvak moet minstens 100 l per i.e. bedragen, met een minimum van 750 l, onder het horizontale vlak gelegen 0,10 m onder de onderste rand van het langste hellende vlak van het bezinkvak.

*Onderhoud*

De bezinkput moet uiterlijk vóór het verstrijken van het derde werkingsjaar door een erkende ruimer worden geledigd. In bepaalde werkingsomstandigheden moet hij vaker geledigd worden, met name als de sliblaag op de bodem van de septische put 30 cm bereikt.

Bij het ledigen moet 5 cm slib op de bodem van de eerste kamer van de septische put achterblijven. De drijfslag moet volledig weggenomen worden.

Het onderhoud geldt ook voor de verluchtingspijp.

De septische put moet met klaar water worden gevuld alvorens opnieuw in dienst te worden gesteld.

## 4.5. Aërobe bacteriefilter (neerwaartse waterstroming)

De aërobe bacteriefilter behandelt het stedelijk afvalwater dat eerst in een septische put of in een bezinkput is terechtgekomen. Het is verboden er regenwater naartoe te leiden.

*Ontwerp*

De bacteriefilter bestaat van boven tot onder uit:

- een verdeler die het stedelijk afvalwater gelijkmatig over de hele oppervlakte van het filterbed verspreidt;
- een laag contactmaterialen van minstens 1 m hoog, samengesteld uit inert granulaat met een korrelgrootte van 10/80 mm (cokes, sintels, gemalen slakken) of uit synthetische elementen vormende een specifieke oppervlakte die minstens gelijkwaardig is met die van het inerte granulaat (filterbed);
- een fundering die voornoemde laag draagt, zodanig aangelegd dat ze de vrije afvloeiing van het afvalwater en de voortdurende beluchting van het filterbed langs onder mogelijk maakt.

De bacteriefilter mag niet ondergedompeld zijn, zelfs niet gedeeltelijk.

De nuttige capaciteit van het filterbed bedraagt minstens:

- 100 l per i.e., met een minimum van 1 000 l als het water afkomstig is uit een septische put "sanitair water";
- 150 l per i.e., met een minimum van 1 500 l als het water afkomstig is uit een septische put "alle waters" of uit een bezinkput.

Stroomopwaarts en -afwaarts van het filterbed moet een beluchtingssysteem worden voorzien d.w.z. een luchtpijp van minstens 100 mm diameter.

*Onderhoud*

Het filtreermateriaal moet uiterlijk vóór het verstrijken van het derde werkingsjaar gereinigd worden door water onder druk. Het uit die reiniging voortkomende afvalwater moet, net zoals het slib van de septische put, door een erkende ruimer worden afgevoerd.

## 4.6. Microstations met gesuspendeerde biomassa

*Ontwerp*

Het microstation bestaat uit twee vakken. Het eerste is bestemd voor de beluchting van het afvalwater dat gezuiverd moet worden d.m.v. een luchtververser (verluchtingspomp) die eventueel met tussenpozen werkt. Het tweede is bestemd voor het bezinken en het afscheiden van de biomassa, de stoffen in suspensie en het afvalwater.

Het microstation moet slibophoping mogelijk maken over 4/10 van de totale hoogte van het afvalwater dat zich in het station bevindt.

Het bezinkvak moet voorzien zijn van een uitgangssysteem om te beletten dat de drijvende deeltjes met het gezuiverde water worden afgevoerd.

De beluchtungs- en bezinkvakken kunnen achter elkaar of coaxiaal worden geplaatst.

Het waterpeil in het microstation bedraagt minimum 1,20 m.

Een alarm moet worden voorzien in geval van slechte werking van het microstation of van één van de elementen ervan.

De nuttige totale capaciteit bedraagt minstens :

- 200 l per i.e., met een minimum van 750 l voor het beluchtingsvak;
- 200 l per i.e., met een minimum van 750 l voor het bezinkvak.

#### Onderhoud

Het slib van het bezinkvak moet jaarlijks door een erkende ruimer worden weggehaald. De verluchter moet regelmatig nagekeken worden, hoe dan ook één keer per jaar. Tijdens het onderhoud moet ook worden nagegaan of het alarm goed functioneert.

### 4.7. Ondergrondse verspreiding

#### Ontwerp

De ondergrondse verspreiding geschiedt d.m.v. insijpelingsgeulen.

De geulen zijn 50-70 cm diep en 30-80 cm breed, naar gelang de aard van de bodem. De geulen zijn 2 à 3 m van elkaar verwijderd en de lengte ervan verschilt naar gelang van het aantal gebruikers en van de doorlatendheid van de grond, zonder echter 20 m te overschrijden.

De bodem van de geul is opgevuld met een laag filtermateriaal van ongeveer 15 cm, zoals gebroken grind of stenen (korrelgrootte 20/60). De stijve dispersiedraineerbuizen worden horizontaal op dat grindbed aangelegd. De openingen van de draineerbuizen bestaan uit spleten van 4 à 6 mm breed en zijn 20 à 30 cm van elkaar gescheiden. De voegen zijn afgedekt met een strook asfaltbitumenvilt of roofing. De draineerbuizen zijn afgedekt met een grindlaag (20/60) van 5 cm.

Een onrotbaar en niet-vervuilend membraan wordt vervolgens op het grind aangebracht om dichtslibben te voorkomen.

De geul wordt vervolgens met vegetale grond opgehoogd.

Het draineernet wordt aangelegd op een vlak dat zo horizontaal mogelijk is (homogene verspreiding). Als het terrein op een helling van meer dan 5cm/m ligt, worden de draineerbuizen haaks op de helling geplaatst (evenwijdig met de hoogtelijnen).

Aan het einde van het verspreidingscircuit worden de draineerbuizen verbonden met een dwarse leiding waar een verticale buis voor luchtcirculatie op aangesloten is. De mond van die buis is voorzien van traliewerk dat eventueel door geventileerde kijkgaten kan worden vervangen.

De dimensionering van een ondergrondse verspreidingsinstallatie hangt af van verschillende parameters betreffende de kenmerken van de bestaande bodem :

- het niveau van het grondwater;
- de doorlatendheid van de bodem;
- de onderliggende laag;
- de topografie;
- de nabijheid van een eventuele drinkwaterwinning.

De dimensioneringen van een ondergrondse verspreiding zijn de volgende :

- 15 m<sup>2</sup> geul, hetzij een geul van 25 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandgrond met een doorsijpelsnelheid van 50 tot 500 mm/u en een grondwaterlaag die op meer dan 1,5 m onder de grond ligt;
- 20 m<sup>2</sup> geul, hetzij een geul van 35 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandgrond met een doorsijpelsnelheid van 50 tot 500 mm/u en een grondwaterlaag die 1,5 m à 1 m onder de grond ligt;
- 25 m<sup>2</sup> geul, hetzij een geul van 42 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandleemgrond met een doorsijpelsnelheid van 20 tot 50 mm/u en een grondwaterlaag die op meer dan 1,5 m onder de grond ligt;
- 30 m<sup>2</sup> geul, hetzij een geul van 50 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandleemgrond met een doorsijpelsnelheid van 20 tot 50 mm/u en een grondwaterlaag die 1,5 m à 1 m onder de grond ligt;
- 40 m<sup>2</sup> geul, hetzij een geul van 70 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor een leemgrond met een doorsijpelsnelheid van 10 tot 20 mm/u en een grondwaterlaag die op meer dan 1,5 m onder de grond ligt;
- 50 m<sup>2</sup> geul, hetzij een geul van 85 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor een leemgrond met een doorsijpelsnelheid van 10 tot 20 mm/u en een grondwaterlaag die 1,5 m à 1 m onder de grond ligt.

#### Onderhoud

Het onderhoud bestaat erin te controleren of het effluent gelijkmatig over de verschillende draineerbuizen verspreid wordt.

### 4.8. Zandfilters

#### Ontwerp

De zandfilter bestaat van onder tot boven uit :

- een laag gewassen rivierzand (0,2 tot 0,6 mm) van 60-70 cm dik;
- een laag grind (korrelgrootte 20/80), 25-30 cm dik waarin de stijve draineerbuizen horizontaal worden aangelegd.

De buizen hebben een diameter van 80 à 100 mm en zijn minstens 1 m van elkaar verwijderd.

De doorboringen van die buizen zijn spleten van 4 à 6 mm breed die 20 à 30 cm van elkaar verwijderd zijn.

De draineerbuizen zijn over een horizontaal vlak verspreid. Aan het einde van het circuit zijn ze verbonden met een dwarse leiding waar een verticale buis voor luchtcirculatie op aangesloten is. Het externe uiteinde van die buis is voorzien van traliewerk dat eventueel door geventileerde kijkgaten kan worden vervangen.

Een onrotbaar en niet-vervuilend membraan wordt vervolgens op het grind aangebracht om dichtslibben te voorkomen.

Het geheel wordt daarna opgehoogd met een laag vegetale grond van 15 à 30 cm.

#### Onderhoud

Het onderhoud bestaat erin te controleren of het effluent gelijkmatig over de verschillende draineerbuizen verspreid wordt.

## 4.9. Filtreerheuvel

*Ontwerp*

Het natuurlijke terrein moet eerst gelijkgemaakt worden. Een filtreerheuvel bestaat uit een 1 m hoge laag zand waarin de insijpelingsgeulen worden aangebracht.

De insijpelingsgeulen zijn 0,80 à 1,20 m breed, 60 cm diep en minstens 1 m van elkaar verwijderd.

De onderste 30 cm van de geul worden opgevuld met grind 10/80 waarin de stijve draineerbuizen worden aangebracht. De buizen hebben een diameter van 80 à 100 mm.

De boringen van de draineerbuizen zijn spleten van 4 à 6 mm breed die 20 à 30 cm van elkaar verwijderd zijn. Een onrotbaar en niet vervuilend membraan overdekt de insijpelingsgeulen en het zand om dichtslibben te voorkomen. Het membraan wordt vervolgens met een bebouwbare grondlaag van 25 cm overdekt.

De vereiste oppervlakte voor de oprichting van het filtreerheuvel is 5 m<sup>2</sup> per i.e., met minimum 20 m<sup>2</sup> grondoppervlakte.

*Onderhoud*

Het onderhoud bestaat erin na te gaan of er geen af te voeren effluent blijft staan in de kamer van de opvoerpomp.

## 4.10. Opvoersysteem

*Ontwerp*

Het opvoersysteem bestaat uit een waterdichte kamer van minimum 50 x 50 cm die van een afneembare deksel is voorzien. De diepte van de kamer wordt bepaald op grond van de afvoerdiepte van het effluent afkomstig van de laatste behandelingsapparatuur van de individuele zuiveringseenheid.

Ze bevat een opvoerpomp met vlotter die het water naar het ontvangend milieu afvoert.

Alle voorzorgsmaatregelen moeten worden genomen om het opstuwen van de opvoerkamer te voorkomen, met name bij drassige grond.

Deze opvoerkamer moet het nemen van controlemonsters mogelijk maken.

*Onderhoud*

De opvoer van de pomp controleren. Controleren of het slib zich niet op de bodem opstapelt en het in voorkomend geval uit de waterdichte opvoerkamer verwijderen.

## 4.11. Controlekamer

De controlekamer moet monsterneming van het door de individuele zuiveringseenheid behandelde water mogelijk maken ten einde de goede werking ervan te controleren.

De controlekamer bevindt zich :

- vlak na de bacteriefilter wanneer dat toestel voorgeschreven is,
- vlak na het microstation wanneer het toestel aanwezig is.

*Ontwerp*

De controlekamer moet waterdicht zijn en minimale afmetingen van 50 x 50 cm hebben. Ze moet voorzien zijn van een afneembare deksel en een zakking van +/- 20 cm tussen de ingang en de uitgang vertonen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage III

## SECTORIELE EMISSIEVOORWAARDEN VOOR INDIVIDUELE ZUIVERINGSINSTALLATIES

Parameters	Concentratie	Minimumpercentage van vermindering (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20°C) zonder nitrificatie (3)	25 mg/l 02	70 — 90	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, maar gedecanteerd monster. Bepaling van het opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C +/- 1°C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer.

Parameters	Concentratie	Minimumpercentage van vermindering (1)	Referentiemeetmethode (2)
Chemisch zuurstofverbruik(CZV)	125 mg/l02	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspenderde stoffen (4)	60 mg/l	70	— Filtrering van een representatief monster door een 0,45 µm-filtermembraan droging bij 105 °C en wegen. — Centrifugeren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200 g), drogen bij 105 °C en wegen

(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent.

(2) De analyses betreffende lozingen uit bezinkvijvers worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie aan gesuspenderde stoffen in de ongefilterde watermonsters mag echter niet meer bedragen dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen; totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.

(4) Deze eis is facultatief.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

#### Bijlage IV

#### VERGUNNINGSAANVRAAG VOOR INDIVIDUELE ZUIVERINGSEENHEDEN EN -INSTALLATIES

1. Inhoud van de vergunningsaanvraag betreffende de uitrusting van een in dunbevolkt gebied gelegen woning met een individuele zuiveringseenheid of -installatie

a) Identificatie van de aanvrager

— als het gaat om een natuurlijke persoon

Naam :  
Straat :  
Postnummer :

Voornaam :  
nr. : bus :  
Gemeente :

— als het gaat om een rechtspersoon

Benaming :  
Maatschappelijke zetel :  
Straat :

Rechtskundig statuut :  
nr. : bus :

b) Beschrijving van de woning die moet worden voorzien hetzij van een individuele zuiveringseenheid, hetzij van een individuele zuiveringsinstallatie

— Lokalizatie  
Straat :  
Postnummer :

nr. : bus :  
Gemeente :

- Functie(s) van het gebouw :  
 — Aantal bewoners van de woning : Aantal i.e. :  
 — Topografie van het terrein waarop de woning gelokaliseerd is :

- c) Identificatie van het voorwerp van de aanvraag  
 individuele zuiveringseenheid  
 individuele zuiveringsinstallatie

Identificatie van de individuele zuiveringscategorie

1° Welke is de geplande categorie

- categorie A  
 categorie B  
 categorie C  
 categorie D  
 categorie E  
 categorie F  
 categorie G

2° Het gezuiverde afvalwater wordt geloosd in

- een oppervlaktewater  
 een kunstmatige waterafvoerweg  
 de grond

Als het gezuiverde afvalwater in de grond wordt geloosd, wat is

- de diepte  
 de helling van het terrein  
 de doorlatendheid van de bodem op 60 cm diepte  
 de doorlatendheid van de bodem op 2 m diepte  
 de geplande hydraulische belasting  
 de bodemstructuur

Beschrijving van de individuele zuiveringseenheid

1° Welke zijn de voorziene elementen ?

2° Het gezuiverde afvalwater wordt geloosd in :

- een oppervlaktewater  
 een kunstmatige waterafvoerweg  
 de grond.

2. Inhoud van de vergunningsaanvraag betreffende de uitrusting van een buiten een dunbevolkt gebied gelegen woning met een individuele zuiveringseenheid of met een individuele zuiveringsinstallatie in een dunbevolkt gebied (artikel 9)

De rubrieken a, b en c voorzien voor de vergunningsaanvraag m.b.t. uitrusting van een in een dunbevolkt gebied gelegen woning met een individuele zuiveringseenheid of -installatie.

Een als volgt luidende rubriek :

d) Rechtvaardiging van het verzoek om een individuele zuiveringseenheid of -installatie :

- 1° afschrift van het kadastrale plan;  
 2° omschrijving van de met rioleringen uitgeruste omliggende wegen en, in voorkomend geval, van de omliggende wegen die overeenkomstig het algemeen gemeentelijk afwateringsplan met rioleringen moeten worden uitgerust;  
 3° omschrijving van de technische moeilijkheden ondervonden om de woning op de riolering aan te sluiten;  
 4° raming van de kosten die de aansluiting van de woning op de riolering zou veroorzaken en rechtvaardiging van de overdreven kosten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

—  
 Bijlage V

AANVRAAG OM ERKENNING ALS CONTROLEUR VAN INDIVIDUELE ZUIVERINGSEENHEDEN

Te richten aan de "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement — Division de l'Eau — Service d'épuration des eaux usées" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu — Afdeling Water — Dienst Afvalwaterzuivering) — avenue Prince de Liège 15, te 5100 Jambes (Namen) — Tel. : 081/32.12.11.

## AANVRAAG OM ERKENNING ALS CONTROLEUR VAN INDIVIDUELE ZUIVERINGSEENHEDEN

## a) Verantwoordelijke natuurlijke persoon

Naam : Voornaam :  
 Adres :  
 Straat : nr. : bus :  
 Postnummer : Gemeente :

## b) Rechtspersoon

Benaming : Rechtskundig statuut :  
 Maatschappelijke zetel :  
 Adres :  
 Straat : nr. : bus :  
 Postnummer : Gemeente :  
 Tel. : Fax :

vertegenwoordigd door :

Naam : Voornaam :  
 Hoedanigheid :  
 Contactadres :  
 Straat : nr. : bus :  
 Postnummer : Gemeente :

vraagt om erkenning, door het Waalse Gewest, als controleur van individuele zuiveringseenheden.

## Inlichtingen

## a) Natuurlijke persoon

## I. Opleiding

Algemene en specifieke opleiding voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater :

## II. Beroepservaring :

Huidige stand :

Beroepservaring i.v.m. de behandeling van huishoudelijk afvalwater :

Duur van het uitoefenen van deze functie :

Technische middelen die het uitoefenen van de functie vergemakkelijken :

Verwezenlijkingen en referenties die nagekeken kunnen worden :

## b) Rechtspersoon

Persoon (personen) belast met een controletaak voor rekening van de rechtspersoon :

Voor elk van die personen moeten de opleidingen en beroepservaringen aan de hand van het voor de natuurlijke personen opgemaakte voornoemde model worden vermeld.

Gedaan te ....., op .....

(Handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN



## Bijlage VI

## CONTROLEATTEST VAN EEN INDIVIDUELE ZUIVERINGSEENHEID

Te richten aan het bestuur van de gemeente waar de individuele zuiveringseenheid geplaatst is

## CONTROLEATTEST VAN EEN INDIVIDUELE ZUIVERINGSEENHEID

## Identificatie van de controleur

— natuurlijke persoon

Naam :	Voornaam :	
Adres :		
Straat :	nr. :	bus :
Postnummer :	Gemeente :	

— Rechtspersoon

Benaming :	Rechtskundig statuut :	
Maatschappelijke zetel :		
Straat :	nr. :	bus :
Postnummer :	Gemeente :	

Door de Minister erkend als controleur van een individuele zuiveringseenheid  
 onder nr. . . . . datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* :

## Identificatie van de aanvrager en beschrijving van de individuele zuiveringseenheid

Naam :	Voornaam :	
Adres :		
Straat :	nr. :	bus :
Postnummer :	Gemeente :	
Beschrijving van de individuele zuiveringseenheid :		

## Functie van het gebouw :

Lokalizatie :		
Straat :	nr. :	bus :
Postnummer :	Gemeente :	

Aantal bewoners van de woning :	Aantal i.e. :
---------------------------------	---------------

## DE ERKENDE CONTROLEUR VERKLAART :

1° de in dit formulier geïdentificeerde zuiveringseenheid, bij stilstand te hebben gecontroleerd, waarbij alle aansluitingen op de toestellen in vaste positie werden uitgevoerd; het geheel is startklaar voordat de opgravingen worden opgevuld;

2° te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringseenheid er als volgt uitziet :

(Schema van de volledige behandelingsinstallatie, met aanduiding van het volume van elke verwerkingseenheid)

3° een afvoerproef vanaf elk sanitair toestel van de woning te hebben uitgevoerd;

4° en tijdens dat bezoek te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringseenheid :

— voldoet aan de sectoriële werkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater;

— om de hierna vermelde redenen niet voldoet aan de sectoriële werkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater :

Gedaan te . . . . ., op . . . . .

Handtekening (en hoedanigheid als de ondertekenaar namens een rechtspersoon optreedt)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage VII

## CONTROLEATTEST VAN EEN INDIVIDUELE ZUIVERINGSINSTALLATIE

Te richten aan het bestuur van de gemeente waar de individuele zuiveringsinstallatie geplaatst is

## CONTROLEATTEST VAN EEN INDIVIDUELE ZUIVERINGSINSTALLATIE

Identificatie van de ambtenaar van het Bestuur die met de controle belast is

Naam : Voornaam :  
Afdeling :

Identificatie van de aanvrager en beschrijving van de individuele zuiveringsinstallatie

Naam : Voornaam :  
Straat : nr. : bus :  
Postnummer : Gemeente :

Beschrijving van de individuele zuiveringseenheid :

Functie van het gebouw :

Lokalizatie :  
Straat : nr. : bus :  
Postnummer : Gemeente :  
Aantal bewoners van de woning : Aantal i.e. :

## VERKLAART :

1° de in dit formulier geïdentificeerde zuiveringsinstallatie bij stilstand te hebben gecontroleerd, waarbij alle aansluitingen op de toestellen in vaste positie werden uitgevoerd; het geheel is startklaar voordat de opgravingen worden opgevuld;

2° te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringsinstallatie er als volgt uitziet :

(Schema van de volledige zuiveringsinstallatie met aanduiding van het volume van elke verwerkingseenheid)

3° een afvoerproef vanaf elk sanitair toestel van de woning te hebben uitgevoerd;

4° en tijdens dat bezoek te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringsinstallatie :

— voldoet aan de sectoriële werkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater;

— om de hierna vermelde redenen niet voldoet aan de sectoriële werkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater :

Gedaan te ....., op .....

Handtekening (en hoedanigheid als de ondertekenaar namens een rechtspersoon optreedt)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN